

L'iPhone 16, avatar du fardeau réglementaire européen

Prenez un produit de grande consommation, l'iPhone, vendu à plus de deux milliards d'exemplaires depuis son lancement. Ajoutez-y une technologie de rupture, l'intelligence artificielle générative. Saupoudrez le tout de réglementation et vous obtiendrez une version 16, dévoilée lundi, à géométrie variable. Un modèle doté des dernières nouveautés d'Apple en matière d'IA sauf

pour les acheteurs européens qui, eux, devront se contenter d'une version bridée dans un premier temps.

La marque à la pomme justifie cette sortie à deux vitesses par les exigences nées du Digital Markets Act, texte européen qui encadre les activités des géants de la Tech et veille au bon respect des règles de concurrence. D'aucuns y voient une mauvaise manière faite à la Commis-

sion, qu'Apple jugerait trop tatillonne, les deux parties ayant un passif. D'autres y voient un énième avatar d'une Europe à la traîne des Etats-Unis et de la Chine.

Industrie, éducation, transports, santé... L'IA est capable du meilleur comme elle peut aussi accoucher parfois du pire, en termes de fraudes, fake news, cybercriminalité et autres entreprises de déstabilisation. Favoriser l'innovation

n'exclut donc pas l'existence de nécessaires garde-fous. Mais c'est aussi et surtout l'efficacité qui doit primer.

Le rapport Draghi sur la compétitivité en Europe ne dit pas autre chose. Celui-ci pointe « les obstacles réglementaires à la montée en puissance » de jeunes entreprises dans la Tech, regrette un nombre trop élevé de lois et de régulateurs actifs, notamment dans l'IA. Idem

sur les règles de stockage et de gestion des données. « L'effet net de ce fardeau réglementaire est que seules les grandes entreprises », souvent basées en dehors de l'UE, « ont la capacité financière à supporter les coûts de mise en conformité ». Le diagnostic est sans appel. Une mise à jour de l'Europe est urgente.

Olivier Baccuzat
@obaccuzat

Face à la menace d'une motion de censure, certains imaginent déjà comment réduire le déficit dans le cas d'un texte législatif reconduisant les impôts et les dépenses de 2024

Budget: l'arme secrète de la « loi spéciale »

Plan B

La loi organique relative aux lois de finances prévoit que le budget doit être déposé à l'Assemblée nationale le **premier mardi d'octobre au plus tard**.

Marc Vignaud

A PEINE ARRIVÉ À MATIGNON, Michel Barnier doit travailler d'urgence sur le budget 2025. Le nouveau Premier ministre doit vite décider s'il retarde de quinze jours la présentation de sa copie, laquelle doit être, selon les textes, déposée sur le bureau du Parlement le 1^{er} octobre. Le temps pour lui d'y imprimer sa marque. Mais les responsables de la Commission des finances de l'Assemblée nationale, comme du Sénat, s'y opposent. S'il se range à leur avis, Michel Barnier va donc devoir amender un texte largement préparé par le gouvernement sortant en direct, au cours des débats parlementaires.

Parviendra-t-il à faire passer son budget dans une Assemblée natio-

nale plus fragmentée que jamais ? « Il y a quand même des chances très minimes, voire nulles que le budget puisse être adopté, puisqu'il n'y a pas de majorité. Quand on est dans l'opposition, en général, on vote contre le budget », a rappelé Marine Le Pen dans *La Tribune Dimanche*.

Il est donc possible que cela se finisse à coups d'article 49.3 de la Constitution. Avec le risque que cela débouche sur l'adoption d'une motion de censure et une chute du gouvernement. Pour qu'elle passe, il faudrait que le Rassemblement national accepte de mêler ses voix à celles du Nouveau Front populaire (NFP). « Rien



n'est automatique », assure à ce stade la figure du RN. « C'est un piège », subodore déjà une source qui connaît les arcanes du budget comme sa poche.

Certains, au sein du pouvoir, ont donc commencé à jauger les solutions alternatives. D'abord, essayer de faire passer la partie recettes du projet de loi de finances avec la gauche, avec des mesures, au moins symboliques, de justice fiscale. Puis la partie dépenses

avec la droite, en proposant des économies. Mais, à la fin, « surtout pas de 49.3 pour ne pas prendre les parlementaires de haut, et essayer d'aller au vote », précise une source.

« Zéro valeur ». En cas d'échec, le gouvernement peut toujours tenter de reconduire le budget 2024. C'est le recours à une loi « spéciale », prévu par l'article 47 de la Constitu-

tion. Une roue de secours qui ne serait finalement pas si mauvaise du point de vue du redressement des finances publiques, considèrent déjà certains connaisseurs des arcanes budgétaires, dans un contexte où le déficit menace d'atteindre 5,6% du PIB et même 6,2% en 2025 si rien n'est fait.

Pour être activée, cette « loi spéciale » nécessite que le nouveau gou-
●●● Page 2

L'agenda très étudié d'Emmanuel Macron

Dentelle

LA CONSTRUCTION de l'agenda d'Emmanuel Macron va devenir un exercice de haute diplomatie. Quels déplacements, quelles présences pour un chef de l'Etat désormais lié à son Premier ministre par une « coopération exigeante » ? C'est la dernière terminologie en vogue à l'Elysée. La règle est celle de la sobriété médiatique du Président, on laisse l'espace à l'hôte de Matignon. Mais on honore les engagements pris avant la dissolution. Ainsi, le 10 septembre, Emmanuel Macron inaugure la nouvelle

usine évolutive de Sanofi, à Neuville-sur-Saône (Rhône). Le projet, annoncé en juin 2020, prévoit la création de 200 nouveaux emplois à forte valeur ajoutée. C'est aussi pour honorer un engage-

ment, et pas pour rencontrer Edouard Philippe, qu'Emmanuel Macron se rend au Havre, le 12 septembre : il s'agit de célébrer les 80 ans de la libération de la ville. D'autres questions devraient bien-

tôt se poser. Le sommet Choose France, par exemple. C'est un bébé d'Emmanuel Macron, dédié depuis 2018 à l'attractivité de la France. La dernière édition a eu lieu le 13 mai. Dans l'écrit du château de Versailles, Emmanuel Macron explique aux grandes entreprises internationales les réformes favorables à l'activité économique. Pour le millésime 2024, 200 dirigeants de multinationales ont défilé et 13 milliards d'euros d'investissements annoncés.

L'objet est de vanter la politique économique accueillante de la France, ses talents, ses compétences, ses inno-

vations. Est-ce le boulot d'un Président qui a promis de ne plus se mêler des politiques publiques ou celui de son Premier ministre ? La question sera probablement au menu des conversations entre les deux hommes. Mais c'est tout seul qu'Emmanuel Macron se rendra aux Conseils européens. Un temps, deux dirigeants par pays pouvaient y participer. Ce fut le cas de Jacques Chirac et Lionel Jospin (1997-2022). Désormais, c'est un pays, un homme. La tradition française fait que ce soit le chef de l'Etat.

Corinne Lhaïk
@clhaik

Margrethe Vestager se retire en beauté



La célèbre commissaire européenne à la Concurrence quitte son poste après dix ans à Bruxelles. Comme cadeau d'adieu, la Cour de justice de l'Union européenne a donné raison mardi à la Commission dans deux dossiers majeurs contre Apple et Google.

Page 7

Le Rassemblement national promet un grand ménage

Le parti annonce une grande restructuration de ses fédérations après le revers des élections législatives Page 6

Climat: ce qui marche et ce qui ne marche pas

Sur les 1500 politiques étudiées sur une période de 24 ans, seules 69 ont été efficaces pour réduire les émissions de gaz Page 6

Les macronistes imaginent déjà le divorce avec Barnier

Inquiets de voir la droite prendre la main, les députés Ensemble pour la République veulent aller au rapport de force Page 4

Budget: l'arme secrète de la « loi spéciale »

|| | **Suite de la page 1**

vernement dépose devant l'Assemblée nationale un projet de loi l'autorisant à percevoir les impôts existants avant le 19 décembre. L'exécutif serait alors autorisé à prendre des décrets pour ouvrir « les crédits applicables aux seuls services votés ». Il s'agit, comme le décrit la loi organique sur les lois de finances, du « minimum de crédits que le gouvernement juge indispensable pour poursuivre l'exécution des services publics dans les conditions qui ont été approuvées l'année précédente par le Parlement ».

Cela aurait l'avantage de générer des économies budgétaires sur les dépenses de l'Etat puisque les crédits ainsi ouverts par décrets « ne peuvent excéder le montant des crédits ouverts par la dernière loi de finances de l'année ». Pour l'ensemble des ministères, cela revient à adopter un budget « zéro valeur » comme disent les spécialistes : les dépenses n'évoluent même pas aussi vite que l'inflation. Une version frustrée de l'option retenue par Gabriel Attal, en signant ses « lettres plafonds ». Des lettres plafonds « réversibles » dont l'enveloppe globale reste identique à celle de la loi de finances initiale de 2024. Selon le chiffrage du ministère de l'Economie et des Finances, cela génère 15 milliards d'économies par rapport à un scénario à politique inchangée.

Selon une source au fait du dossier, le recours à la loi spéciale permettrait aussi de faire augmenter les recettes de... l'impôt sur le revenu. « S'il n'y a pas de projet de loi de finances, ça veut dire que le barème n'est pas

Même dans ce scénario extrême, il faudra tout de même convaincre l'Assemblée nationale...

indexé sur l'inflation, glisse-t-elle. Cela permet de récupérer environ 4 milliards. » Et hop, voilà déjà 19 milliards de trouvés.

Ça ne serait toutefois pas assez pour réduire raisonnablement le déficit public. « Il faut en rajouter sur la Sécurité sociale et sur les collectivités locales, mais ce n'est pas impossible, défend cette même source. Sur la Sécu, quasiment tout peut être fait par règlement et non en passant par la loi », remarque-t-elle.

A condition, toutefois, d'être capable de prendre des mesures efficaces (et forcément controversées) par décret. Faute de quoi, la dépense augmenterait en tant que de besoin puisque la Sécurité sociale continuerait à verser les retraites ou à rembourser les dépenses d'assurance maladie sans plafonds particuliers...

Dans un tel scénario, c'est sur les collectivités que la recherche d'économies pourrait être la plus délicate. Mais il existerait tout de même des voies réglementaires pour les contraindre à modérer l'augmentation de leurs dépenses, et donc, à recettes constantes, à réduire leur contribution au déficit public. Cela pourrait passer, par exemple, par des ajustements sur des règles



SIPA PRESS

Michel Barnier pourrait avoir recours à une loi spéciale s'il se retrouve menacé par une motion de censure que voterait le Rassemblement national.

comptables d'amortissement de leurs investissements. Un levier très technique.

Expédient temporaire. Au printemps, l'ancien magistrat de la Cour des comptes François Ecalte avait suggéré au gouvernement qu'il pourrait décider par décret d'augmenter les cotisations de la caisse de retraite des fonctionnaires locaux et hospitaliers (CN-RACL). Ce qui aurait l'avantage de réduire son gros déficit, tout en augmentant les dépenses de fonctionnement des collectivités pour leurs fonctionnaires - une manière de les obliger à faire des économies puisqu'elles doivent nécessairement équilibrer leurs budgets de fonctionnement.

« Le recours à une loi spéciale serait un expédient temporaire, prévient toutefois François Ecalte. Je ne suis pas sûr que l'on puisse tenir jusqu'à la fin de l'année 2025 avec les crédits de 2024. » Il faut bien, par exemple, avoir les sommes suffisantes pour payer les augmentations automatiques de salaires à l'ancienneté dans la fonction publique, ce qui nécessite plus d'argent que l'année précédente. Ou les pensions des fonctionnaires.

« Cela obligerait à faire revoter un autre budget en 2025. Ce serait une connerie », évacue un conseiller ministériel sur le départ. Mais tout le monde n'est pas de cet avis. Cela pourrait se gérer, imaginent certains, en donnant instruction aux ministères de mettre la pédale douce sur leurs effectifs...

Il ne s'agit là que d'un ultime recours, il pourrait entrer dans l'atmosphère si Michel Barnier se retrouve réellement menacé par une censure du RN. A un détail près, qui ne l'est pas vraiment : même dans ce scénario extrême, il faudra tout de même convaincre l'Assemblée nationale d'approuver la loi spéciale... Avec la menace, en cas de refus, « d'un shutdown à la française ».

@mvignaud

En Allemagne aussi, les nuages noirs s'accumulent

C'EST L'HEURE DE VÉRITÉ pour la coalition d'Olaf Scholz. Le Bundestag a entamé mardi l'examen du projet de budget 2025, le dernier de la législature, dont la préparation a poussé l'alliance de trois partis à ses limites et consolidé son impopularité auprès de l'opinion publique allemande. Les douloureux compromis consentis par sociaux-démocrates (SPD), écologistes et libéraux (FDP) pourraient, toutefois, ne pas se révéler suffisants. En ouverture de la semaine budgétaire, la Cour fédérale des comptes (BRH) et l'opposition conservatrice (CDU/CSU) attaquent avec virulence la copie du gouvernement qui prévoit 488,6 milliards d'euros de dépenses.

Dans un rapport envoyé à la commission du Budget, les experts de la BRH jugent que le ministre des Finances Christian Lindner a travaillé avec des hypothèses beaucoup trop optimistes. L'équilibre du budget 2025 repose, outre une prise nette de crédit de 51,3 milliards d'euros, sur deux paris : le fait que les ministères ne dépenseront pas 12 milliards à leur disposition - une valeur inhabituellement haute - et sur un surplus de recettes de 6,9 milliards d'euros grâce au plan de relance présenté début juillet.

« Vous n'avez passé qu'une toute petite partie des mesures en conseil des ministres. Quand viendra le reste, personne ne le sait », a appuyé le député CDU Matthias Middelberg mardi à la tribune du Bundestag. « Vous avez un plan jusqu'au 28 septembre, pas pour toute l'année », a continué le parlementaire conservateur, en référence à la date des prochaines législatives.

Minima sociaux. La Cour des comptes ne voit pas non plus comment le gouvernement espère économiser 5 milliards sur l'enveloppe des minima sociaux qui doit atteindre cette année un peu plus de 50 milliards, frais d'hébergement compris. Cela reviendrait à (re)mettre dans l'emploi près de 600 000 des 4 millions d'allocataires aptes à travailler, un véritable défi alors que la conjoncture allemande stagne.

Plus largement, les auditeurs déplorent des dépenses de 50% supérieures (avec les budgets annexes) au niveau d'avant la crise sanitaire. Ils se montrent sceptiques aussi sur le collectif budgétaire pour 2024, dont l'examen a également été lancé mardi. A leurs yeux, l'endettement dépasse les limites de la règle d'or de 3,4 milliards. Sur ce point, le verdict est sans appel : « Le Bundestag ne devrait pas s'engager sur cette voie. »

Ces critiques sont appuyées par une expertise commandée par le groupe parlementaire CDU/CSU. Il a fait appel au même juriste que pour son recours victorieux contre le budget 2021 devant la Cour constitutionnelle de Karlsruhe, origine des soucis financiers du gouvernement d'Olaf Scholz. Hanno Kube juge, comme la BRH, le gouvernement trop optimiste. Le professeur de l'université d'Heidelberg considère que le projet de budget, multipliant les postes d'immobilisation grou-

pés, contrevient à l'exigence de transparence. Il doute de la constitutionnalité de l'injection de capital prévue pour la Deutsche Bahn et du prêt pour sa filiale infrastructure.

Endettement. Avec ces opérations financières, le gouvernement voulait élargir sa marge d'endettement. Ce ne serait possible que si la valeur de l'entreprise augmente avec ces versements, ce que Hanno Kube met en doute au regard de la situation peu reluisante de la compagnie ferroviaire publique. La réaffectation de crédits débloqués pour lutter contre les conséquences des crises sanitaire et énergétique - une pratique justement sanctionnée par Karlsruhe - suscite également des interrogations.

« Le projet de budget est juridiquement étanche. Nous avons appris des erreurs du passé », a assuré Christian Lindner mardi. Le libéral a évoqué la possibilité de ramener les crédits non utilisés à 9,6 milliards d'euros au cours des travaux parlementaires. En guise de contre-feu, le ministre et patron du FDP a placé les conservateurs face à leurs attermoissements sur la réforme de la règle d'or, défendue mordicus par les libéraux. Le patron de la CDU, Friedrich Merz, est sur la même ligne, mais plusieurs ministres-présidents issus de son camp plaident pour des assouplissements.

Le projet de budget 2025 et le collectif pour 2024 ont été renvoyés en commission. L'examen des textes s'étalera tout l'automne pour une adoption prévue fin novembre. En général, les parlementaires allemands apportent des modifications substantielles. L'expert finances publiques des Verts Sven-Christian Kindler a annoncé la couleur pour son camp. « Ce budget n'est pas pensé jusqu'au bout. Comment peut-on couper autant dans l'aide humanitaire ? », un domaine où Berlin veut réaliser un milliard d'économie.

Luc André (à Berlin)



SIPA PRESS

« Le projet de budget est juridiquement étanche », soutient le ministre des Finances allemand, **Christian Lindner**.

Au Royaume-Uni, Keir Starmer droit dans ses bottes face aux syndicats

MÉNAGER LES SYNDICATS, satisfaire les dirigeants tout en respectant l'équilibre des finances publiques. Telle est la lourde tâche de Keir Starmer outre-Manche. Mais le Premier ministre britannique l'a rappelé mardi, lors du congrès de la Confédération des syndicats britanniques (TUC) qui se tenait à Brighton : le retour du Labour au gouvernement ne signifie pas qu'un chèque en blanc a été donné aux syndicats.

« Je n'irai pas m'excuser auprès de ceux qui sont encore coincés dans les années 1980, qui croient que les syndicats et les entreprises ne peuvent que s'opposer, laissant les travailleurs coincés au milieu », a-t-il rappelé. Fidèle à sa campagne électorale, le chef du Labour a souligné que le gouvernement travaillerait avec tout le monde.

Ce rappel était une étape nécessaire pour Keir Starmer, alors que les syndicats jouent un rôle essentiel au sein du Labour. Le parti a été créé en 1900 à partir du mouvement syndical, et aujourd'hui encore les syndicats qui lui sont affiliés contribuent à la fois à son financement, ses prises de décisions ainsi qu'à l'élection de certains de ses responsables. Par exemple, Angela Rayner, la vice-Première ministre, doit en partie son poste au soutien des syndicats.

Pour les conservateurs, ce lien historique entre le Labour et les syndicats fait craindre une envolée des dépenses. Une inquiétude d'autant plus forte que le gouvernement a décidé, cet été, d'augmenter les salaires des jeunes docteurs de 22% sur une période de deux ans, et a proposé dans la foulée, mi-août, une augmentation de plus de 14% pour les conducteurs de train. Etalée sur trois ans et de façon rétroactive, la pro-

« Ce gouvernement ne mettra pas en péril sa mission de redresser l'économie quelles que soient les circonstances », prévient le Premier ministre britannique »

position a été soumise au vote des syndicats et pourrait mettre fin à deux ans de grèves qui ont coûté plus de 500 millions de livres (592 millions d'euros) pour le seul exercice 2022-2023.

Le tabloïd de droite *The Daily Mail* se demande même si le Labour n'a pas ouvert « la boîte de Pandore »...

En effet, les syndicats mettent la pression sur le gouvernement pour contrer toutes les mesures « difficiles » annoncées, entre autres, par Rachel Reeves, la ministre des Finances. C'est le cas de la fin des allocations destinées à aider les retraités à payer leur chauffage en hiver. Annoncée cet été après la découverte par les travailleurs d'un « déficit fiscal » de 22 milliards de livres (26 milliards d'euros), la mesure a inquiété certains responsables du TUC et de Unite, le plus gros syndicat britannique. A Brighton, un visiteur a reproché à Keir Starmer de ne pas vouloir revenir sur la « limite des deux enfants », une politique conservatrice qui restreint les allocations familiales pour les familles ayant plus de deux enfants. Malgré les réticences au sein du Labour comme dans l'opposition, la mesure a été votée ce mardi par les députés.

Redresser l'économie. Mais sans arrogance ni paternalisme, Keir Starmer a soutenu qu'il resterait droit dans ses bottes, alors qu'il a déjà promis un budget « douloureux ». « Je ne m'excuse pas pour les décisions que nous avons dû prendre pour entamer le travail de changement, a-t-il indiqué. Je dois dire clairement que ce gouvernement ne mettra pas en péril sa mission de redresser l'écono-

mie quelles que soient les circonstances. Et comme des décisions difficiles se profilent à l'horizon, la question des salaires sera inévitablement influencée par la conjoncture économique. »

Reste à savoir jusqu'à quand les syndicats seront prêts à avaler des couleuvres. Interrogé sur la question de la rémunération des travailleurs sociaux, le premier ministre a déjà confirmé l'idée d'un accord sur une rémunération équitable pour le secteur. « Nous nous sommes engagés à le faire. Nous nous y tiendrons », a-t-il voulu rassurer. Keir Starmer a aussi promis qu'il mettrait fin à la loi sur le niveau de service minimum en cas de grève.

Le discours du chef du Labour a reçu un accueil mitigé de la part du congrès. Un visiteur lui a même crié de « taxer les riches », une recommandation de certains syndicats britanniques. Alors que cela fait plus de 15 ans qu'un premier ministre ne s'est pas rendu à un congrès du TUC, du fait de la majorité conservatrice, la liste des doléances est longue. L'exercice d'équilibriste de Keir Starmer entre la gauche et le centre, les travailleurs et les entreprises, n'en sera que plus délicat.

Chloé Goudenhooff (à Londres)

@chloegouden

%15%15%15%15%15%15%15%15%
15%15%CHOISISSEZ15%15%
%UNE BANQUE QUI PENSE15%
15%QU'UN BON MODÈLE15%
15%D'ENTREPRISE CRÉE15%
.5%AUSSI DE LA VALEUR15%
%15%POUR LA SOCIÉTÉ15%1
15%15%15%15%15%15%15%15%

Avec le dividende sociétal, **15% du résultat net de notre groupe***
est consacré à financer des projets environnementaux et sociétaux.

C'est ça être une entreprise à mission.

Retrouvez tous nos engagements sur cic.fr/engagements



Construisons pour que le monde bouge.

*Engagement pris au sein de Crédit Mutuel Alliance Fédérale, dont le CIC est l'une des entités.
CIC Crédit Industriel et Commercial - Société anonyme au capital de 611 858 064 euros - 6 avenue de Provence 75009 Paris - RCS Paris 542 016 381.

Inquiets de voir la droite prendre la main sur le gouvernement, les parlementaires jouent le rapport de force avec le Premier ministre

Les macronistes imaginent déjà le divorce avec Barnier

Limites

Les députés du groupe Ensemble pour la République étaient réunis mardi 10 septembre à Rosny-sur-Seine (Yvelines), pour leur rentrée parlementaire. Michel Barnier leur a rendu visite en début de soirée pour un premier échange voulu « convivial ».

Dinah Cohen et Matthieu Deprieck

A FORCE DE TÊTE-À-QUEUE, la politique finira bien par repartir dans le bon sens. Ce jour n'est pas encore arrivé. Réunis pour leur journée parlementaire ce mardi à Rosny-sur-Seine (Yvelines), les élus Ensemble pour la République (EPR) en sont à débattre des conditions de sortie du gouvernement Barnier avant qu'il ne soit formé. Il faut dire que tout est anormal depuis la dissolution. « La formation du gouvernement devra s'établir sans connaître la méthode et la politique conduite. Ça fait partie des originalités de la séquence », reconnaît le député Florent Boudié. « On connaissait le soutien au gouvernement sans participation. On invente la participation sans soutien », a résumé Elisabeth Borne lors de la réunion à huis clos des parlementaires.

Ce n'est pas un trait d'humour. L'idée est venue de Gérard Darmanin. Le député du Nord l'a partagée à Gabriel Attal lundi. Les futurs ministres EPR s'engageraient auprès du groupe à quitter le gouvernement si certaines lignes rouges venaient à être franchies, notamment lors de la déclaration de politique générale. La suppression de l'Aide médicale d'Etat - et globalement un nouveau durcissement de la loi en matière d'immigration - revient dans toutes les bouches macronistes.

Entrer au gouvernement le 15 septembre et en sortir le 15 octobre, est-ce bien raisonnable ? « On ne peut pas être pourvoyeur d'instabilité », écarte une ministre. « Si je reviens dans ma circonscription après avoir fait tomber le gouvernement Barnier, je suis mort », tranche le député de Paris, Sylvain Maillard. Gabriel Attal refuse, lui, de livrer un seul commentaire à l'Opinion, évoquant pour le moment « une réflexion en interne ».

Gage. Gérard Darmanin compare la situation à un restaurant où l'on mange dans le noir. Comment savoir à l'avance si le menu conviendra ? De là à décréter d'emblée que tel ou tel plat est à bannir... « L'idée de Darmanin est plutôt de rassurer le groupe », éclaire un de ses soutiens. Un groupe inquiet d'être associé à un gouvernement de droite lui-même aspiré par le Rassemblement national. Soutenir que la macronie ne participera plus à l'exécutif en cas de suppression de l'AME offrirait ainsi un gage aux députés anxieux.

Tout cela relève du théâtre. D'abord parce qu'il faut être naïf pour croire que tous les ministres EPR accepteront de démissionner d'un seul bloc alors qu'ils composent une famille politique divisée sur les questions régaliennes comme fiscales.

Admettons que cette solution de démission collective soit effective. Que se passera-t-il si un ou une ministre refuse de quitter le gouvernement ? « Il ou elle ne pourra plus se prévaloir du soutien d'EPR et n'apportera pas de voix à l'Assemblée nationale pour le gouvernement de Michel Barnier », assure Agnès Pannier-Runacher, défenseuse de cette solution. « Il va quand même falloir donner des raisons aux parlementaires du bloc central de siéger dans l'hémicycle. S'il n'y a pas de députés en séance, il ne se passe rien. A la fin, le groupe LR, ça reste 46 parlementaires », complète sa collègue Marie Lebec.

Ensuite, parce que les macronistes disposent en vérité de peu de leviers d'action. En prévision de la venue de Michel Barnier mardi soir, les députés ont passé la journée à chercher la meilleure façon de signifier au Premier ministre que leur soutien n'est pas acquis, quand sa nomination a été décidée par leur propre chef, Emmanuel Macron.

Deux éléments empêchent les députés macronistes d'aller jusqu'à la censure : leur loyauté au chef de l'Etat et leur hantise de passer pour les faiseurs de chaos. « Notre intérêt, c'est que ça marche et que ça réussisse. Nous n'allons pas être ceux qui vont faire tomber le gouvernement », estime Aurore Bergé.

Autre problème : l'ex-majorité a envie d'en être. Beaucoup de députés cherchent plus un destinataire à leur CV que la ligne du futur gouvernement qu'ils désirent intégrer. Cela assouplit forcément les conditions et les lignes rouges.



SIPA PRESS

L'idée de quitter le gouvernement si certaines lignes rouges venaient à être franchies a été poussée par **Gérald Darmanin**.

L'idée de créer un ministère de l'immigration, révélée par franceinfo, a par exemple suscité une indignation relative parmi les rangs d'Ensemble pour la République. Tout comme la perspective de faire équipe avec des figures de droite, comme Bruno Retailleau ou Olivier Marleix.

Comment faire front quand le propre de l'ex-majorité est d'être diverse ? « Ça fait sept ans que j'entends que le groupe va exploser. Je crois que la volonté de rester ensemble est toujours plus forte », estime Marie Lebec. A la différence près que cette fois-ci, Emmanuel Macron leur a imposé une cohabitation avec un parti qu'ils pensaient avoir tué, Les Républicains.

@DinahCohen ✕
@mdeprieck ✕

Alors que Michel Barnier a annoncé « ouvrir le débat », les chefs de file réunis lundi soir n'ont pas abouti à une ligne commune

Réforme des retraites : des syndicats prêts à aller discuter

Sous conditions

Si les partenaires sociaux ont été reçus, en bilatéral, par les conseillers de l'Elysée pour préparer la rentrée, **ils restent dans l'attente d'échanges avec Matignon pour y voir plus clair sur la politique sociale** qui sera menée par le nouveau gouvernement.

Sarah Spitz

L'APPEL DE COURTOISIE se fait attendre. Depuis son entrée à Matignon, Michel Barnier n'a pas encore appelé, ce mardi, les leaders syndicaux et aucune réunion n'a eu lieu. Si le nouveau Premier ministre a annoncé « ouvrir le débat sur l'amélioration » de la réforme des retraites « pour les personnes les plus fragiles », le cadre de ces échanges et la politique sociale de manière plus large restent inconnus. Dans ce flou, l'intersyndicale, qui s'est réunie lundi soir, est loin de retrouver le bloc unitaire de l'an passé.

Après deux heures de discussions, il n'y avait pas de décision ni de communication commune. Si le sentiment général est qu'il faut attendre d'y voir plus clair sur les décisions à venir du nouveau gouvernement, en réalité, deux courants traversent le bloc syndical. Un premier prépare une grève tandis qu'un autre envisage d'ores et déjà d'ouvrir les discussions avec l'exécutif.

Le premier groupe, offensif, a déjà annoncé une mobilisation et un appel à la grève pour le 1^{er} octobre. La CGT, Solidaires et FSU auraient bien voulu embarquer tout le bloc syndical. Mais les cinq autres centrales ne les rejoignent pas, certains rechignent à faire le jeu de Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT qui politise la question et a appelé à voter NFP aux législatives.

Pour montrer une « prise d'initiative », ces trois syndicats, avec la CFE-CGC, défendaient l'idée d'interpeller à minima le Premier ministre par un communiqué commun, rappelant les priorités communes. Une proposition rejetée par certains, soucieux de ne pas envoyer un message de défiance aussi tôt et de ne pas don-

Avec son livre, *Le défi de gouverner*, l'ancien Président exhorte son camp à prendre l'ascendant sur la radicalité de LFI

Hollande veut en finir avec la mauvaise conscience socialiste

Devoir d'inventaire

Invités à Matignon, Olivier Faure, le Premier secrétaire du PS, et Boris Vallaud, le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, ont fait savoir, mardi 10 septembre, qu'ils refuseraient toute rencontre avec Michel Barnier avant sa déclaration de politique générale. La veille, sur France Inter, François Hollande avait affirmé qu'il voterait la censure contre le gouvernement Barnier.

Antoine Oberdorff

OÙ EST « L'ANOMALIE » en cette rentrée ? Dans l'idée même que Bernard Cazeneuve, homme de gauche, puisse tomber sous la censure du groupe socialiste à l'Assemblée ? Ou bien, du côté des mauvaises langues qui insinuent que François Hollande n'a jamais soutenu explicitement son ami et ex-Premier ministre dans la course à Matignon ? Elu sous la bannière du Nouveau Front populaire (NFP), le député-président a longtemps plaidé pour Lucie Castets. La « logique » voulait, selon lui, que le chef de l'Etat nomme la championne des unitaires, ne serait-ce que pour purger l'hypothèse.

Par souci de synthèse, François Hollande avait pris soin de prévenir ses collègues socialistes du « piège » qui les attendait à l'issue de son entrevue à l'Elysée, le 2 septembre. « Emmanuel Macron veut se prolonger, c'est tout ce qu'il veut [...] Le problème, pour nous socialistes, c'est de ne pas être accusé d'avoir empêché une solution. De bien faire comprendre que nous n'avons pas fait la politique du pire, car ils chercheront à nous

faire endosser la responsabilité d'avoir pris Xavier Bertrand. »

Ce ne fut pas Xavier Bertrand, mais un autre figure de droite, Michel Barnier. Exit l'espoir d'une cohabitation franche. Aujourd'hui, François Hollande accuse la direction de son parti - Olivier Faure donc - d'avoir barré la route à Bernard Cazeneuve, offrant ainsi à Emmanuel Macron « le prétexte » rêvé pour ne pas avoir à revenir sur sa réforme des retraites.

Une fois de plus, la gauche de gouvernement « a succombé à ses propres démons, bien plus qu'elle n'a été vaincue par ses adversaires ». Le diagnostic figure en bonne place dans *Le défi de gouverner, la gauche et le pouvoir de l'affaire Dreyfus jusqu'à nos jours* (Perrin, 416 pages), le nouvel ouvrage de François Hollande. S'imaginait-il un instant, en entamant l'écriture de cette fresque historique qui plonge dans l'imaginaire de la gauche depuis le XIX^e siècle, qu'une dissolution précipiterait son retour dans le panier rose ?

En faisant œuvre d'historien, l'ex-président socialiste explore les dilemmes jamais résolus et les contradictions inhérentes à la naissance du socialisme français. En découle cette « hésitation permanente entre le renversement d'un capitalisme prédateur et inhumain et le devoir de prendre sa part dans la correction des dégâts d'un ordre qu'elle combat ».

« **Ministère bourgeois** ». Depuis Alexandre Millerand, premier socialiste à s'aventurer dans un « ministère bourgeois », celui de Waldeck-Rousseau en 1899, le procès en trahison instruit par des tribuns épris de radicalité n'a jamais cessé. Une série de duels qui témoigne de l'existence de « deux gauches », difficilement réconciliables : Jaurès et Guesde au début du siècle dernier, Blum et Thorez sous le Front populaire, celui de 1936. Puis, Mitterrand et Marchais, Jospin et Chevènement au temps de la « gauche plurielle ». Réforme ou révolution, vieille controverse consacrée par

A Olivier Faure et ses disciples à la tête du PS, l'auteur reproche d'avoir choisi, après l'arrivée d'Emmanuel Macron en 2017, de « se lover dans une union de la gauche qui le traitait en partenaire subalterne » plutôt que de renouer avec sa « culture de gouvernement »

le Congrès de Tours (1920) qui n'a rien perdu de son actualité ; toute ressemblance avec des personnages contemporains n'ayant évidemment rien de fortuit sous la plume de Hollande.

Au fil des pages, l'auteur relève « la répétition désespérante des mêmes erreurs et travers : la fatalité de la division, le spectre de la trahison, l'incertitude des alliances, la crainte de l'ouverture, le rapport frileux à l'économie et honteux aux entreprises, ainsi qu'une difficulté récurrente à assumer l'autorité et la fermeté ». Serait-ce pour mieux chasser cette « mauvaise conscience » des sociaux-démocrates vis-à-vis de la puissance de feu insoumis ? Une emprise devenue quasi psychologique. A Olivier Faure et ses disciples à la tête du PS, Hollande reproche d'avoir choisi, après l'arrivée d'Emmanuel Macron en 2017, de « se lover dans une union de la gauche qui le traitait en partenaire subalterne » plutôt que de renouer avec sa « culture de gouvernement ».

Esprit d'Epinay es-tu là ? Tel François Mitterrand face à l'intransigeance du communiste Georges Marchais, François Hollande aimerait voir le pôle réformiste tendre de nouveau vers le pouvoir. « L'union de la gauche doit se faire derrière ceux qui veulent gouverner sincèrement, pas sous la férule des protestataires. François Mitterrand a terrassé une hydre bien plus impressionnante que LFI », selon lui.

En réunion de groupe du PS, le Corrèzien a eu l'occasion de fixer sa ligne : « Je ne me laisserai pas impressionner par les déclarations de Mathilde Panot sur mon quinquennat ou de Clémentine Autain sur tel ou tel socialiste ». Un Congrès du PS se profile en 2025. François Hollande aura en mémoire la dernière leçon mitterrandienne : « Le parti, toujours le parti, telle est la condition de la poursuite de l'épopée ».

@A_Oberdorff ✕

-0+0+0+0+0+0+0+0+0+0+0-
+0+0+CHOISISSEZ0+0+0
+0+UNE BANQUE QUI0+0
+0+0+A CHOISI DE0+0+0
+0+SOUTENIR LA VIE0+0
+0+0+ASSOCIATIVE0+0+0
+0+0+0+0+0+0+0+0+0+0+0

Nous offrons aux associations éligibles **le compte^[1],
la carte^[1] et la responsabilité civile^[2]** pour leurs dirigeants.

C'est ça être à une entreprise à mission.

Retrouvez tous nos engagements sur **cic.fr/engagements**



Construisons pour que le monde bouge.

[1] Le Contrat Professionnel Association CIC est une offre groupée de services soumise à conditions. Offre valable jusqu'au 31/12/2024, sous forme de réduction, pour les associations détentrices d'un Contrat Professionnel Association CIC qui sont régies par la loi du 1er juillet 1901 ou relevant du droit local d'Alsace-Moselle, à objet exclusivement sportif ou culturel et à but non lucratif, employant jusqu'à deux salariés maximum. Au-delà du 31/12/2024, à partir de 11,50 € HT/mois (tarif en vigueur au 01/03/2024).

[2] Garantie Responsabilité Civile couvrant, suivant les conditions détaillées disponibles en Agence CIC et dans la limite d'un plafond annuel de 50 000 euros, la responsabilité pour faute personnelle des dirigeants de l'association. Offre réservée aux associations régies par la loi du 1er juillet 1901 ou relevant du droit local d'Alsace Moselle, à objet exclusivement sportif ou culturel et à but non lucratif, ayant un budget annuel inférieur à 500 000 euros, titulaires d'un compte courant au CIC. Contrats souscrits auprès d'ACM IARD SA, entreprise régie par le Code des assurances.

Voir conditions détaillées en Agence CIC et sur www.cic.fr

CIC Crédit Industriel et Commercial - Société anonyme au capital de 611 858 064 euros - 6 avenue de Provence 75009 Paris - RCS Paris 542 016 381 - N° ORIAS : 07 025 72.

Le parti entame sa rentrée en annonçant une grande restructuration de ses fédérations après le revers essuyé aux législatives

Le Rassemblement national promet un grand ménage

Coup de balai

Promise plus collégiale, **la nouvelle direction générale du RN sera esquissée à l’occasion du conseil national du parti** qui se tiendra dimanche à l’Assemblée nationale à l’occasion des journées parlementaires.

Nina Jackowski

« BOSSER, ÇA PEUT ÊTRE pas mal parfois ! » Un député lepéniste ironise à l’approche de la rentrée parlementaire du parti, les 14 et 15 septembre, qui se tiendra pour une fois sous la grisaille parisienne. Deux mois après l’échec des législatives, où le RN rêvait de Matignon, notre parlementaire craignait que « l’image d’élus buvant des coups dans le sud de la France » fasse mauvais genre. La vitrine doit être nette et le magasin en rénovation. Mardi après-midi, les membres du bureau national se sont réunis pour débattre du « processus de déconcentration » exhorté par Marine Le Pen, qui semble avoir repris la main au lendemain des législatives.

Ce n’est pas la première fois que la formation à la flamme organise son propre ménage - le Front National a connu ses heures de « Loulou la purge » [Louis Aliot], du « nettoyeur » Jean-Lin Lacapelle - mais elle n’a jamais été aussi proche du pouvoir. Hors de question pour les lepénistes de revivre une telle campagne marquée par les sorties xénophobes, racistes, antisémites, ou prouvant l’incompétence de dizaines de candidats, surnommés les « brebis galeuses » par Jordan Bardella.

La « patronne » a ainsi vanté le bilan positif des plus de dix millions de voix raflées au second tour des législatives, et l’urgence des travaux à entreprendre pour la suite. Ses troupes appellent de leurs vœux à une nouvelle dissolution l’an prochain - autant être prêts cette fois. Lors de cette réunion, a été

Si des têtes locales sont coupées, l’objectif est bien d’aplanir le fonctionnement ultravertical du parti d’extrême droite

annoncée la nomination d’une dizaine de nouveaux délégués départementaux. Un tiers devrait être renouvelé à terme. « Nous souhaitons une autre architecture, avec plus de contrôle, de décentralisation, et surtout de la formation », détaille un dirigeant.

Aleksandar Nikolic, chargé cet été de réaliser un audit des fédérations, réfute le terme de « purge » : « Ce n’est pas contre les fédérations, nous voulons simplement les améliorer », tempère-t-il. L’eurodéputé confirme avoir préconisé un nouvel échelon régional, un fichier centralisant les données des antennes, le retour de la double casquette parlementaire-responsable local. Cette dernière règle annule celle établie par Gilles Pennelle, directeur général, qui a démissionné en juillet. « Il ne faut pas s’isoler tranquillement à Paris ou Bruxelles et laisser les fédérations à l’abandon », justifie un participant, qui rappelle : « Tu dois tout au parti et le parti ne te doit rien. »

Chasse aux sorcières. Si des têtes locales sont coupées, l’objectif est bien d’aplanir le fonctionnement ultravertical du parti d’extrême droite. « Tout dépend de Jordan, Marine et de ses suivants, c’est un défaut bonapartiste. Il ne faut pas se faire d’illusion, la structure parisienne aura toutes les peines du monde à contrôler 600 candidatures », raisonne un autre dirigeant. Quitte à froisser ? « Il faut du sang neuf et que les frustrations personnelles soient mises de côté. Nous sommes aux portes du pouvoir », martèle Jean-Lin Lacapelle, vice-président de la Commission des conflits. Une structure qui a, rapporte Le Monde, lancé lundi une revue des représentants les plus compromettants.

« Il ne faut pas pousser la chasse aux sorcières au point que cela mettrait le bazar parmi nos bénévoles », alerte de son côté un député inquiet que ces « fusibles » fassent oublier les errements du parti. Jordan Bardella et ses équipes sont les cibles de contempteurs de la campagne des législatives. Provocante

sur le sujet des binationaux, floue sur des questions économiques, présomptueuse de son succès. « Même si on change de cadres, on ne fera pas l’économie d’une réflexion sur la stratégie, insiste notre élu. Je n’étais pas un grand fan du slogan « Bardella Premier ministre », le bloc central en a encore peur. »

La polémique liée à la mesure sur les binationaux a été évoquée en réunion. « On a regretté que cette erreur d’argumentaire ait donné lieu à un tel débat, cesera au groupe des’ensaisir », rapporte un participant. Un cadre RN reste hanté par une campagne « incompréhensible » sur le fond, subie sur la forme, pendant que les patrons mitonnaient à huis clos leur gouvernement. « Mieux gagner impréparé que de perdre préparé », soupire-t-il.

Ces sceptiques surveillent avec attention un autre renouvellement, celui des équipes du tandem Bardella-Le Pen. Cette dernière s’est choisie Ambroise de Rancourt pour directeur de cabinet, énarque et militant déçu de Jean-Luc Mélenchon, a dévoilé samedi *Le Figaro*. Pour son dauphin, le nom demeure inconnu. Il y a urgence. Lorsqu’il annonce sa volonté de « débattre d’une grande loi de sursaut sécuritaire » lors d’une session extraordinaire, des députés s’émouvent de découvrir l’information en direct, comme ce fut le cas pour le couac sur le « gouvernement technique » que sa cheffe avait dézingué. Certains plaident pour un agent de liaison entre le groupe du Palais-Bourbon et le parti. Un autre exercera cette fonction avec celui du Parlement européen. Entre Paris et Bruxelles aussi, la ligne est réputée mauvaise.

@Nina_Jacks

Placements stars de cette dernière décennie, les Sociétés civiles de placement immobilier n’ont pas échappé à la crise

Immobilier: les épargnants coincés avec leurs parts de SCPI

Déboires

Actifs invendables ou dévalués, épargnants échaudés, collecte en berne... **Les fonds immobiliers ont connu en 2023 un annus horribilis qui est loin d’être terminée.** Aucun d’entre eux n’est en faillite, mais les plus gros véhicules ont dû baisser la valeur de leurs parts. De nombreux épargnants veulent en sortir, mais ce n’est pas si simple.

Sandra Mathorel

SCPI. DERRIÈRE CET ACRONYME bien mystérieux, se cache un produit phare de l’épargne né dans les années 1970 et très en vogue depuis une dizaine d’années. Les Sociétés civiles de placement immobilier, qui permettent aux particuliers d’acheter des parts d’un bien immobilier professionnel (bureaux, commerces, cliniques privés, crèches...), sous promesse de loyers réguliers et de belles rentabilités, subissent, elles aussi, une crise majeure dans le sillage de celle qui secoue l’immobilier résidentiel.

En première ligne, les épargnants en paient les pots cassés. Plusieurs milliers d’entre eux - le manque de transparence des gérants à ce sujet est flagrant - se retrouvent aujourd’hui prisonniers de leurs parts, lesquelles ont vu leur valeur diminuer. Selon le dernier décompte de Meilleurscpi.com, qui a passé au crible les 116 SCPI de rendement les plus souscrites (sur 213), une trentaine d’organismes ont abaissé le prix de leur part. Cela peut paraître négligeable, sauf que les véhicules concernés sont les plus importants du marché. « C’est plus de 50% de la capitalisation totale ! », relève Jonathan Dhiver, fondateur de la plateforme.

Douche froide. Collecte record en 2022 (plus de 10 milliards d’euros nets), rendement moyen de 4,5% chaque année, création de nouvelles SCPI... Tout allait pour le mieux et puis patatras. Début 2023, l’Autorité des marchés financiers (AMF), inquiète de la montée

Sur les 1500 étudiées dans 41 pays sur une période de 24 ans, seules 69 d’entre elles ont été efficaces pour réduire les émissions de gaz

Politiques climatiques: ce qui marche et ce qui ne marche pas

Pain sur la pale

Une vaste étude parue dans la revue *Science* révèle que les politiques vertes les plus efficaces sont **celles qui combinent plusieurs mesures, réglementaires, fiscales et incitatives.**

Irène Inchauspé

POUR LUTTER CONTRE le réchauffement climatique, l’union fait la force. Cela va sans dire, mais cela va mieux en le disant comme le font les auteurs d’une étude internationale dirigée par les chercheurs de deux instituts allemands, le Potsdam Institute for Climate Impact Research et le Mercator Research Institute on Global Commons and Climate Change situé à Berlin. Elle a été publiée dans la prestigieuse revue *Science*.

Ils montrent ainsi que l’interdiction des centrales à charbon ou des voitures thermiques ne se traduit pas par des réductions d’émissions majeures lorsque ces mesures sont mises en œuvre isolément. Elles sont, en revanche, efficaces quand elles sont associées à des incitations fiscales ou tarifaires. Pas la peine non plus d’en faire trop. Ce qui compte, « c’est la bonne combinaison de mesures », expliquent-ils.

Pour arriver à cette conclusion, les chercheurs ont passé au crible, avec l’aide de l’intelligence artificielle, pas moins de 1500 politiques climatiques mises en place entre 1998 et 2022 dans 41 pays, représentant 81% des émissions de gaz à effet de serre. Leurs conclusions ne sont guère encourageantes : seules 69 ont été performantes, entraînant chacune en moyenne une baisse des émissions de gaz à effet de serre



SIPA PRESS

Si elle n’est pas couplée à des incitations fiscales ou tarifaires, l’interdiction **des centrales à charbon** ne provoque pas de baisse conséquente des émissions de gaz à effet de serre.

de 19%. Les scientifiques mettent en avant plusieurs exemples de « réussite ». Ainsi, dans le secteur de l’électricité au Royaume-Uni, des progrès significatifs ont été constatés sur le plan climatique. Cela est dû à l’introduction à la mi-2013 d’un prix plancher du carbone qui imposait un prix minimum aux producteurs d’électricité britanniques dans le système d’échange de quotas d’émission de l’UE, qui a permis réduire massivement les émissions. L’étude montre que ce résultat ne peut s’expliquer uniquement par cette seule mesure.

Elle faisait partie d’un large ensemble de politiques comprenant la planification de l’expansion des énergies renouvelables, de normes plus strictes en matière de pollution atmosphérique, de l’élimination progressive des centrales à charbon mais aussi d’incitations basées sur le marché (tarif de rachat d’énergies renouvelables et enchères). « Nos résultats montrent que les émissions au Royaume-Uni auraient été environ 43,6% plus élevées en l’absence de ces interventions politiques », expliquent les chercheurs. Autre exemple pour le secteur industriel en Chine. Les systèmes d’échange de quotas d’émission, complétés par une réduction des subventions aux combustibles fossiles et des incitations financières pour renforcer l’efficacité énergétique, ont considérablement réduit les émissions après quelques années.

Fiscalité. Un type de mesures échappe à la règle de la combinaison idéale. « La fiscalité est une exception notable dans la seule mesure où elle entraîne à elle seule d’importantes réductions d’émissions », expliquent les scientifiques. De quoi réjouir le cœur de Jean Tirole, prix Nobel d’économie, et de Christian Gollier, directeur de la Toulouse School of Economics. Ils plaident, depuis longtemps, pour que les agents économiques intègrent le coût de leur activité quand ils émettent une tonne de carbone. Cela peut passer par une taxe carbone ou des marchés de droits d’émissions négociables, comme il en existe désormais un en Europe. Les pays du nord du continent ont été précurseurs dans le domaine. « Le Danemark, la Finlande, l’Islande, la Norvège et la Suède ont fait le choix de relever leur tarification nationale du carbone afin d’accélérer la réduction des émissions de gaz à effet de serre », souligne ainsi une note de la Direction générale du Trésor parue en juillet. Cela a été très efficace. Depuis le début des années 1990, les émissions de CO₂ ont bien été réduites, en particulier dans les secteurs du chauffage et des transports, avec un rôle pionnier joué par la Suède.

En France, la taxe carbone introduite en 2014 a été gelée dès 2019 pour apaiser les gilets jaunes. Aujourd’hui, la Cour des Comptes est très sévère avec notre dispositif fiscal pour les produits énergétiques. L’institution de la rue Cambon relève, dans un avis paru le 6 septembre, que l’articulation entre les objectifs de la fiscalité de l’énergie et les cibles de la politique énergétique et climatique de la France est « inexistante ». « La fiscalité de l’énergie ne répond pas à une définition établie, malgré la place qu’elle représente dans le budget de l’Etat. Les objectifs qui lui sont assignés sont difficilement lisibles et le pilotage de son évolution est peu formalisé », résume-t-elle. Inefficace, sans aucun doute pour les auteurs de l’étude.

@iinchausepe

La célèbre commissaire danoise se retire en beauté, après dix ans à Bruxelles. Mardi, la CJUE lui a donné raison dans deux dossiers majeurs et aux lourds enjeux financiers

Apple, Google: le chant du cygne de Margrethe Vestager à la Concurrence européenne

Eloge

Le Danemark n'a pas reconduit Margrethe Vestager comme commissaire européenne. **Il propose à la place l'ancien ministre du Climat et de l'Energie Dan Jørgensen.**

Jade Grandin de l'Eprevier (à Bruxelles)

ELLE RECHIGNE À PARLER au passé, épiloguer sur son héritage. Mardi, Margrethe Vestager, la célèbre commissaire européenne d'origine danoise, à la tête de la Concurrence depuis 2014, s'est présentée en salle de presse, radieuse, souriante et bronzée, pour une dernière conférence de presse. Venus en nombre, ses collaborateurs l'ont applaudie et ont pris avec elle une photo de famille. Elle a versé de discrètes larmes, sa voix se serrant pour saluer ceux sans qui son travail n'aurait pas été possible.

Très appréciée à Bruxelles pour sa bienveillance et son professionnalisme, elle était souvent aperçue rentrant de la Commission à pied ou à vélo, s'arrêtant dans un café ou un restaurant de bô bún. A la tête de la Concurrence, elle a démontré dix années durant pourquoi cette dernière était un pilier de l'Union européenne, et la meilleure défense des consommateurs, citoyens et contribuables européens. Le Danemark ne l'a pas reconduite comme commissaire, préférant nommer l'ex-ministre du Climat et de l'Energie Dan Jørgensen. Espérant se reconvertir à la présidence de la Banque européenne d'investissement (BEI), elle n'a pas réussi.

Cadeau de départ. Mardi, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) lui a offert un départ en toute beauté. Elle lui a donné raison dans deux dossiers majeurs et aux lourds enjeux financiers, vus par beaucoup d'observateurs comme incarnant les faiblesses de la « doctrine Vestager » depuis 2014. « Tout le monde autour de moi m'a dit : "attends-toi à un résultat négatif, du fait des décisions passées", a-t-elle confié.

Je m'étais préparée à une possible défaite. Mais c'est la victoire qui m'a fait pleurer. C'est très important de partager avec les citoyens européens que parfois, la justice fiscale peut être rendue ».

D'une part, la CJUE confirme que la Commission avait raison, en 2016, d'ordonner à Apple de rembourser à l'Irlande 13 milliards d'euros de rabais fiscal, considéré comme une aide illégale. Une décision que le Tribunal de l'UE a d'abord contestée en première instance, en 2020. « Nos enquêtes nous ont mené dans des terrains inexplorés, [qui] impliquaient des risques légaux », a expliqué la responsable. Finalement, « nous avons contribué à un changement de mentalités et d'attitude des Etats membres. Nous avons aidé à accélérer les réformes réglementaires et législatives », a-t-elle pointé, citant l'Irlande, le Luxembourg, les Pays-Bas.

Le deuxième cadeau de départ de la CJUE est la confirmation de l'amende de 2 milliards d'euros infligée par la Commission à Google pour pratiques anticoncurrentielles dans la recherche en ligne. « Ce cas est un tournant crucial dans la perception et la régulation des entreprises du numérique, a insisté la commissaire. Avant, la

« Avant, la croyance était qu'il fallait laisser opérer [les entreprises du numérique] librement. Elles étaient une fierté, ne pouvaient rien faire de mal. A Washington, on disait de moi: "qui est cette folle?" »

croyance était qu'il fallait les laisser opérer librement. Ces entreprises étaient une fierté, elles ne pouvaient rien faire de mal. A Washington, on



SIPA PRESS

La commissaire européenne à la Concurrence refuse de lire le rapport sur la compétitivité de Mario Draghi comme une critique de sa doctrine.

disait de moi : "qui est cette folle ?" La décision de la Commission d'enquêter sur Google et de lui infliger une amende a remis en cause cette notion. Le cas a démontré que même les puissantes entreprises de la Tech peuvent être tenues pour responsables. Cela a pavé la voie pour de futures actions de régulation, comme le règlement sur les services numériques. »

Assouplissement. Interrogée sur l'éventualité que son ou sa successeur soit moins ambitieuse, Margrethe Vestager nie avoir été particulièrement révolutionnaire ou novatrice. « C'est juste que ces cas étaient particulièrement gros et les montants élevés », nuance-t-elle. Elle insiste sur toutes les aides d'Etat autorisées par ses services, via les projets importants d'intérêt

européen commun (Piiec), au nombre de dix pour 110 milliards d'euros, ou encore l'assouplissement des règles du fait de la Covid et de la guerre en Ukraine.

« C'est beaucoup d'argent des contribuables allant à l'innovation. Il faut mesurer si c'est légitime et si ça aide l'économie à se développer. [...] Les contribuables européens perdent davantage d'argent que les autres à travers la planète », remarque-t-elle. Sur la lenteur qu'on a parfois reprochée à ses services, elle rappelle que ces derniers ont beaucoup décentralisé : 93% des cas sont gérés nationalement.

Lundi, le rapport sur la compétitivité de Mario Draghi a évoqué certaines choses à revoir dans la politique de concurrence, pour moins freiner la croissance des futurs champions européens. Margrethe Vestager refuse de le lire comme une critique de sa doctrine. « Ce rapport n'appelle pas à une refonte totale », commente-t-elle. Autre nuage à l'horizon, les doutes sur l'endroit où atterrira le portefeuille de la Concurrence dans la prochaine Commission.

La France souhaite le mettre dans l'escarcelle de Thierry Breton, et donc sous le parapluie de la souveraineté. Mais il pourrait tout aussi bien atterrir chez le vice-président letton Valdis Dombrovskis, pourtant attendu à l'élargissement ; ou encore chez l'Espagnole Teresa Ribera, à la transition écologique et numérique ; ou même dans le portefeuille des services financiers ou de la pêche !

Margrethe Vestager, actuellement vice-présidente de l'institution, ne commente pas cette potentielle rétrogradation de ses dossiers. « Le portefeuille ne flotte pas en l'air, je tiens le bâton de relais jusqu'au dernier moment, dit-elle à l'Opinion. Ce n'est pas à moi de commenter l'organisation de la Commission et je n'ai pas développé d'opinion sur la question », ajoute-t-elle. Pour seul conseil à son successeur, elle « espère [qu'il] fera de [l'encadrement des aides d'Etat] une des nombreuses priorités nécessaires ».

@JadeGrandin

Ecce eco Europe-Chine: l'art de la guerre (commerciale)

La chronique de Emmanuel Combe



L'été 2024 aura marqué un tournant décisif dans le conflit commercial qui oppose la Chine et l'Europe depuis un an. En effet, à la suite de l'annonce de la taxation provisoire des voitures chinoises le 4 juillet, la Chine a riposté le 29 août : elle a conclu que les exportateurs européens de brandy se livrent à des pratiques de dumping sur son marché. De plus, la Chine a ouvert deux enquêtes anti-subsventions sur les produits laitiers et le porc européens. A la lumière de ces faits, quelle lecture peut-on faire de la stratégie chinoise ?

En premier lieu, la Chine est adepte de la riposte graduée. Au départ, elle a ciblé un

« Pékin a privilégié des secteurs ayant une forte symbolique et un fort impact politique »

secteur - le brandy européen - qui pèse assez peu en valeur, en comparaison des voitures chinoises. Lorsqu'il est apparu que l'Europe

irait au bout de ses investigations, la riposte a changé d'échelle : Pékin s'est attaquée à de nouvelles cibles, les produits laitiers et le porc, qui représentent plusieurs milliards d'euros d'exportation sur son marché.

Dumping. En second lieu, la Chine a privilégié des secteurs ayant une forte symbolique et un fort impact politique. Ainsi, l'enquête sur le brandy européen vise en réalité un seul pays, la France, qui a été à l'initiative de la procédure sur les voitures chinoises : le brandy européen exporté en Chine est en effet constitué à 95% de... cognac. L'enquête vise aussi une région tout entière, qui vit au rythme du cognac et serait lourdement affectée en cas d'imposition de droits de douane. De même, sur le lait et le porc, la Chine cible deux activités agricoles particulièrement sensibles en Europe. En particulier, dans le cas du porc, la Chine constitue le seul débouché pour certains morceaux, peu consommés dans le reste du monde.

En troisième lieu, la Chine entend rendre coup pour coup, en appliquant des taxes aussi élevées que celles que l'Europe lui inflige. Ainsi, Pékin compte imposer aux producteurs de cognac des droits moyens de 34,8%. Ce chiffre est à rapprocher des 36,3% appliqués par l'Europe à l'entreprise automobile chinoise SAIC, alors même que le plaignant chinois s'estimait victime de dumping à hauteur de 15,9%.

En quatrième lieu, la Chine sait que sa riposte sera difficilement contournable. Dans le cas des voitures électriques, la Chine peut éviter les taxes en implantant des usines en Europe ou en exportant à partir d'un pays tiers. A contrario, dans le cas du lait, du porc et du cognac, les stratégies de contournement sont improbables, voire impossibles : ces produits sont forcément fabriqués en Europe puis exportés vers la Chine.

La stratégie chinoise consiste donc à se préparer à une guerre commerciale avec l'Europe, en espérant ne pas avoir à la faire. La Chine a d'ailleurs décidé de suspendre l'application des droits de douane provisoires sur le cognac. Le message est aussi clair que redoutable : si Bruxelles n'adoucît pas sa position sur les voitures électriques, les taxes tomberont en représailles. Une ultime fenêtre de discussion reste donc ouverte. L'Europe et la Chine parviendront-elles à négocier une désescalade ?

@emmanuelcombe

In folio Archimaréchal, nous voilà

La chronique de Bernard Quiriny



Il y a des écrivains qui écrivent toujours le même livre, d'autres qui changent de registre à chaque fois. Marcus Malte fait plutôt partie des seconds. Il aborde ici aux rives d'un genre nouveau chez lui, la fable politico-satirique dans un univers parallèle théâtral, voire carnavalesque. Nous sommes en République de Frzangzwe, sorte de France imaginaire en forme d'heptagone. Le pays est dirigé par l'archimaréchal Robert, la monnaie s'appelle le drelin, le Premier ministre, premier fifrelin. Tandis que Robert se prélassait dans son palais, une communauté de bras cassés, colocataires d'une même maison aux allures de pension de famille pour marginaux, fomentait une révolution. Leur objectif ? La prise de la Tour F, équivalent de la Bastille...

Malte n'a pas seulement inventé un univers de conte de fées baroque, mixte d'imagination et d'emprunts au réel (il y a un périphérique, des banlieues rouges, un RER, etc.), il a inventé un langage, plein de calembours et de formules. Le Sénat s'appelle Sénilat. La fille de l'archimaréchal, après avoir été surnommée la minimar dans son enfance, est devenue la marjorette. Malte prend partout son bien, anglais, onomatopées, vocables inventés débordant de consonnes : ça fuse de partout. Le ton est au diapason, badin, ironique, avec des adresses au lecteur et des gags déboussolés. Un peu long peut-être à

cause des dialogues décalés - mais la démesure et l'excès font partie du projet ! -, ce roman gouléant, aimablement subversif, séduit par son originalité.

Hors des clous. Changeons de registre et partons maintenant en Norvège où Isabelle Flaten, qui n'est pas norvégienne, a situé l'intrigue de son quatorzième roman, *Inféodée*. C'est l'histoire de Hjordis, jeune femme qui accepte un job dans le Trøndelag, au nord du pays, à mille kilomètres de chez elle. Elle rêve d'une vie hors des clous, s'imaginant volontiers faire trois ou quatre enfants avec autant d'hommes différents, et vagabonder d'un foyer à l'autre.

Le destin en décide autrement : elle tombe sur Morten, un éleveur pas très sexy, terriblement timide mais attentif, gentil, et amoureux d'elle. Pourquoi pas, après tout ? Un foyer, un époux fidèle et dévoué, des enfants, le confort d'une vie tranquille, c'est tentant aussi. Seulement, Morten a oublié de lui révéler un détail : il est membre de la puissante communauté des Témoins de Jéhovah. Envahissante, celle-ci entend régenter la vie entière de ses membres, sexualité comprise. Tout le monde attend désormais que Hjordis se convertisse...

Isabelle Flaten s'approprie le thème des conduites sectaires, de l'orthodoxie religieuse et de la soumission dans ce roman bien mené qui se focalise sur les dilemmes de Hjordis - partir ou rester, se battre ou s'incliner, rompre ou poser ses conditions. Le décor ouaté du nord norvégien, avec « l'épaisse couche de neige qui feutre les sons et engendre un silence surnaturel », crée une ambiance tantôt angoissante, tantôt apaisante, au diapason des hésitations de l'héroïne.

Aux marges du palais, de Marcus Malte (Zulma, 496 p., 24,50 euros), et *Inféodée*, d'Isabelle Flaten (Anne Carrière, 220 p., 19 euros).



L'air du large

Quelle politique étrangère en situation de « coexistence » ?

La chronique de Frédéric Charillon



Ce ne sera donc pas une cohabitation mais une « coexistence exigeante » : la configuration politique française, inédite, mettra en scène un président de la République élu jusqu'en 2027, un Premier ministre issu d'un parti qui représente 47 députés (avec le groupe « Droite Républicaine »), contre le gouvernement duquel les partis de gauche (arrivés en tête avec 193 députés, mais divisés) ont d'ores et déjà annoncé qu'ils voteraient la censure, un camp présidentiel qui garde plus de 160 voix avec ses alliés, et un Rassemblement national, premier parti de la législature avec ses 143 députés en comptant « A droite », le groupe d'Eric Ciotti.

La situation est illisible et plus encore imprévisible. Nous ne savons pas pour l'heure quelle est l'espérance de vie législative d'un gouvernement Barnier. La question posée ici est de savoir ce que cet état de fait signifie pour la mise en œuvre d'une politique étrangère, à un moment où les urgences internationales se multiplient, où les menaces s'aggravent, où des orientations importantes devront être arrêtées.

La défense des intérêts de l'Etat à l'étranger est-elle protégée des instabilités intérieures du fait d'un esprit de responsabilité qui imposerait un minimum de concorde, ou bien peut-elle être, avec les conséquences graves qu'on imagine, la victime de l'absurdité ambiante ? Les dossiers internationaux actuels, particulièrement clivants, n'aideront pas à trouver des consensus entre forces politiques opposées. La spécificité de vie politique française actuelle, encore moins.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE FACE À L'INSTABILITÉ POLITIQUE : HAVRE DE CONTINUITÉ OU MAILLON FAIBLE ? Avec ses 21 gouvernements en douze ans, la IV^e République avait pu garder un cap cohérent et mener de front trois défis majeurs : la guerre froide, la construction européenne, la décolonisation. Plus près de nous, Israël, malgré dix élections législatives en vingt ans (depuis 2003), a maintenu sa continuité stratégique. Mais ces exemples comportent deux caractéristiques. D'une part, une conscience aiguë et partagée par la classe politique de la gravité des menaces auxquelles le pays faisait face. D'autre part, une permanence des responsables politiques chargés des affaires extérieures. Sous la IV^e République, Robert Schuman et Georges Bidault ont été plusieurs fois ministres des Affaires étrangères (et présidents du Conseil). En Israël, on retrouve plusieurs fois à ce poste Benjamin Netanyahu, Avigdor Lieberman ou Israël Katz. La politique étrangère, « domaine protégé » ? Pas si simple.

L'instabilité parlementaire, quand elle est compensée par une permanence des personnels politiques, permet encore de gérer les affaires courantes. Mais autorise-t-elle l'élaboration d'une vision stratégique ? La IV^e République est morte de beaucoup de choses, mais notamment de n'avoir pas saisi toute la complexité de l'enjeu de la décolonisation. Israël garde ses réflexes fondamentaux en matière de sécurité, mais il est permis d'être pessimiste sur l'issue du jusqu'au-boutisme automatique qui depuis trente ans s'est substitué à une véritable vision de l'avenir du pays.

Par ailleurs, la cacophonie partisane fait primer le calcul politicien intérieur sur la

recherche de solutions aux problèmes extérieurs, dans ce « jeu à double niveau » qu'est toujours l'exercice de la diplomatie (relire le classique de Peter Evans, Harold Jacobson et Robert Putnam, *Double-Edged Diplomacy: International Bargaining and Domestic Politics*, 1993).

SINGULARITÉS ACTUELLES DE LA SITUATION INTERNATIONALE Il se trouve de surcroît que les tensions internationales actuelles approfondissent des fossés spécifiquement français. C'est le cas de la guerre en Ukraine, alors que la situation devient critique pour Kiev et que l'élection américaine de novembre prochain risque de poser une question immédiate : que doivent faire les Européens si une administration Trump reconduite au pouvoir décide d'imposer une capitulation à l'Ukraine ?

Les enjeux du réchauffement climatique et de l'environnement imposeront aussi au sein de l'Union européenne de prendre des mesures fortes, que les populistes du Vieux Continent rejettent.

Doit-on persister dans le soutien au Maroc, exprimé dans une lettre d'Emmanuel Macron au roi Mohammed VI publiée en juillet au sujet de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental ? Quel équilibre entre le soutien à la sécurité d'Israël et le soutien

« Lorsqu'on censure a priori un gouvernement avant qu'il soit formé, peut-on accepter de débattre sereinement de l'Ukraine ou du Moyen-Orient, entre ceux qui ignorent le drame du 7 octobre, et ceux qui ignorent les morts de Gaza ? »

à un Etat palestinien, lorsque la barre des 40 000 morts gazaouis a été franchie ? On sait ces dossiers très clivants en France.

D'autres nécessitent la formulation d'une politique de long terme, que la volatilité actuelle ne permet sans doute pas : une stratégie pour la relation avec la Chine concertée avec les partenaires européens, ou la redéfinition d'une politique africaine de la France après la séquence désastreuse de ces dernières années.

SINGULARITÉ ACTUELLE DU CAS FRANÇAIS

Hélas, le pays n'est pas en posture optimale pour affronter ces interrogations. Au moins trois obstacles le fragilisent. D'abord il y a peut-être aujourd'hui, à l'Assemblée, une majorité ou au moins une forte minorité de blocage pro-russe, antiaméricaine et eurosceptique. A eux seuls, LFI, le RN et ses alliés ciottistes représentent 214 sièges.

Ensuite le niveau du débat politique national est descendu bas, et l'on voit mal par quel miracle il pourrait soudain s'élever sur des enjeux internationaux. Le spectacle, entre vaudeville, concours d'inconnus s'autoproclamant prêts pour Matignon, invectives dénuées de fondement conceptuel mais formatées pour les réseaux sociaux (le communiqué du Parti socialiste niant à Michel Barnier une « légitimité républicaine » était étonnant), partis refusant qu'un des leurs soit Premier ministre, montrent que la ligne de mire de 2027 a pris le pas sur l'intérêt national.

Enfin, la tentation de la sortie du politique - en d'autres termes, la menace de recourir à la violence - gagne du terrain. Lorsqu'on censure a priori un gouvernement avant qu'il soit formé, peut-on accepter de débattre sereinement de l'Ukraine ou du Moyen-Orient, entre ceux qui ignorent le drame du 7 octobre, et ceux qui ignorent les morts de Gaza ?

Nous sommes loin du discours de politique générale de Michel Rocard en 1988, face, déjà, à une absence de majorité absolue, qui en appelait à la tolérance et à une politique « où l'on soit attentif à ce qui est dit, plutôt qu'à qui le dit ». En politique internationale, ces glissements vers le bas se paient au prix fort.

@charillon ✉

La main invisible

Bourse: les investisseurs y croient toujours, à juste titre

La chronique de Bertrand Jacquillat



SIPA PRESS

Depuis le début de l'année, les investisseurs, et notamment les investisseurs en actions américaines, ne lâchent pas le pied ou si peu, ils restent investis. Même après la respiration des marchés financiers intervenue depuis le mois d'août, tous les indices boursiers, à l'exception de l'indice CAC40 (-2,8%) pour des raisons de politique intérieure française, sont à la hausse : et notamment les indices en valeurs américaines, Standard & Poor's (15,13%), Nasdaq (11,97%). Même les petits sont à la fête, les indices Russell des valeurs moyennes américaines, qui étaient à la traîne depuis un certain temps, cherchent à combler leur retard (4,8%).

Les sujets d'inquiétude et les risques qui vont avec n'ont pourtant pas manqué, et notamment les risques extérieurs qui ont atteint un haut degré d'intensité, avec la guerre en Ukraine, la situation de poudrière au Moyen-Orient, et les tensions accrues sino-américaines susceptibles de perturber encore davantage les flux commerciaux mondiaux en provoquant une hausse brutale et durable des prix du pétrole.

Guerres. Les marchés financiers semblent avoir fait leurs conclusions d'une étude du Ned Davis Research Institute effectuée à partir des 50 principaux conflits intervenus au cours des cent dernières années. Les situations de conflits et de guerres n'entraîneraient qu'une baisse, en général modérée et momentanée des marchés financiers dans les premiers jours du conflit, avant qu'un rebond de 4,2% se produise dans les semaines qui suivent et de 9,6% dans les quatre mois suivants.

Aujourd'hui, au moins quatre facteurs alimentent l'optimisme des investisseurs, et leur permettent de surmonter leur appréhension compte tenu de la montée des risques. Nous avons déjà évoqué plusieurs fois dans cette

« Le risque d'une récession semble s'éloigner aux Etats-Unis et le scénario du soft landing devient le scénario privilégié pour les mois à venir »

chronique le premier de ces facteurs, de loin le plus important, la révolution de l'intelligence artificielle. Beaucoup d'observateurs sont tentés de reconnaître que vu l'importance de cette troisième révolution industrielle, celle-ci pourrait devenir la plus importante de toute l'histoire de l'humanité, mais à l'instar de saint Thomas, ils veulent le voir pour en être définitivement convaincus.

Les marchés financiers procédant par anticipation, sans doute s'apercevra-t-on que la pénétration de cette troisième révolution

industrielle dans le tissu économique existant se sera faite beaucoup plus rapidement que celles qui l'ont précédée, aura couvert tous les secteurs d'activité et aura été au cœur de la création de nouvelles activités. Peut-être se trompent-ils, mais les marchés ont adopté ce scénario, et se sont isolés de la tempête actuelle, si l'on en juge par les valorisations atteintes par les sociétés technologiques, et dont le niveau élevé fait parfois débat.

Pour ne mentionner qu'un seul exemple, la société californienne Nvidia, dont la capitalisation était de 300 milliards de dollars en juin 2023, est devenue par deux fois en 2024 la première société mondiale par sa valeur, sa capitalisation boursière ayant dépassé les 3 000 milliards, soit largement plus que celle de l'ensemble des sociétés françaises cotées...

Certes, Nvidia n'est pas la seule société sur ce podium qui devrait comprendre beaucoup plus que les trois marches habituelles, avec des noms encore plus prestigieux, comme Apple, Microsoft ou Amazon et bien d'autres encore. Et il y a de bonnes raisons à cela, que nous avons déjà évoquées dans certaines de nos récentes rubriques, comme celles parues il y a un an, en février 2023, de nature managériale : « Les geeks forgent une nouvelle culture d'entreprise », et « Pourquoi le secteur technologique avale la stratégie au petit-déjeuner ».

La culture d'entreprise est si forte dans certaines des sociétés technologiques que souvent elle complète et renforce la stratégie en faisant profiter davantage et plus vite des opportunités internes et externes qui se présentent. Nous vivons aujourd'hui dans un environnement durablement orienté vers la croissance et l'augmentation de la productivité, qui est la marque de la pérennité de l'exceptionnalisme américain, selon l'heureuse expression forgée par Mohamed A. El Erian, professeur à Oxford, pour caractériser l'économie américaine.

Election. L'évolution des taux d'intérêt est le troisième facteur qui concourt à l'optimisme des investisseurs. Comme le disait Charlie Munger, l'associé de l'investisseur iconique Warren Buffett, quelques mois avant sa mort : « La beauté qu'il y a à mourir à 99 ans est de pouvoir observer et vivre la puissance de la loi des intérêts composés. » Heureusement, on peut vivre cette loi aussi de son vivant, avec la complicité des banques centrales. Et il semble que le moment soit venu de le faire.

Le risque d'une récession semble s'éloigner aux Etats-Unis et le scénario du soft landing devient le scénario privilégié pour les mois à venir. De combien le Federal Reserve baissera-t-il ses taux, quand et en combien de fois ? Nul ne le sait même après la récente réunion de Jackson Hole, mais les porte-parole plus ou moins officiels de la communication de l'institution ne cachent pas que la prochaine réunion du Federal Reserve devrait amorcer le processus de baisse de taux, en procédant à une telle baisse. Celle-ci contribue à la valorisation des actifs financiers, et ce d'autant plus que le profil d'occurrence de leurs cash flows se trouve éloigné dans le temps.

Ceci est précisément le cas des actions des sociétés technologiques, dont les perspectives de croissance sont élevées. Reste l'inconnue de l'élection présidentielle américaine de novembre prochain. A soixante jours du vote, deux éléments se dégagent, tous les deux positifs, quant à leur impact sur le comportement des investisseurs, à la fois au niveau global comme à celui des valeurs technologiques.

Au niveau géopolitique et historiquement, les marchés réagissent plus favorablement à une victoire démocrate qui semble se profiler que républicaine. Au niveau du nouvel environnement industriel qui est en train de se mettre en place ayant à la fois pour socle et pour fer de lance les valeurs technologiques, comment les deux candidats peuvent-ils ne pas y être favorables compte tenu de l'exceptionnalisme américain dont ils endossent la pérennité ? Oui, les investisseurs y croient toujours, à juste titre.

Bertrand Jacquillat est vice-président du Cercle des économistes et Senior Advisor chez Tiepolo.

Retrouvez toutes nos chroniques sur lopinion.fr

l'Opinion

BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET SASU - 8, rue Bellini, 75116 Paris - www.lopinion.fr - Actionnaire : Bey Médias SAS. **Président, directeur de la publication** : Nicolas Beytout. **Vice-président, rédacteur en chef** : Rémi Godeau. **Rédacteurs en chef adjoints** : Olivier Baccuzat, Emmanuel Ginisty, Fabrice Gliszczynski et Cécile Desjardins. **BEY MEDIAS PUBLICITÉS** - Tél : 01 40 69 46 96. **Directrice générale adjointe, commerce** : Cécile Colomb. **Publicité commerciale** : Ronan Daligault, Jean-Sylvain Laborde, Pierre-Louis Orsini. **Publicité financière** : Nicolas Wattinne. **SERVICE ABONNEMENTS L'OPINION** : 45 avenue du Général Leclerc, 60643 Chantilly Cedex - Tél : 01 55 56 70 73 du lundi au vendredi de 9h à 18h - Email : abonnements@lopinion.fr. Formule d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine : 319 €. **IMPRESSION** : Paris Offset Print (La Courneuve). Dépôt légal mai 2013 - ISSN : 2266-9922 / CPPAP : 1128 C 91894. Papier produit à partir de fibres issues de forêts certifiées durablement. Origine du papier : Norvège. Taux de fibres recyclées : 0%. Eutrophisation : Ptot 0,022 kg / tonne de papier

7H-9H
EUROPE 1 MATIN
Dimitri Pavlenko

Et retrouvez Emmanuelle Ducros de l'Opinion à 8h49 pour sa chronique *Voyage en absurdité*

Europe 1

En Ukraine, soldats et habitants divisés sur les négociations de paix avec Moscou

Deux ans et demi après le début de la guerre, qui a fait des dizaines de milliers de morts et a vu la Russie gagner du terrain dans l'est du pays, certains Ukrainiens soulèvent une question qui, jusqu'à récemment, était taboue : le moment est-il venu d'essayer de négocier ?

Les enquêtes d'opinion montrent que les Ukrainiens sont de plus en plus favorables à une forme de négociation avec Moscou depuis que la contre-offensive de l'année dernière n'a pas permis de reprendre des pans de territoire significatifs, même si une majorité continue de dire qu'elle veut continuer à se battre pour reprendre tous ceux qui sont aux mains des Russes. Volodymyr Zelensky a déclaré qu'il espérait utiliser les terres occupées par les troupes de Kiev dans la région russe de Koursk comme moyen de pression en vue d'un accord de paix.

Reste qu'une catégorie clé de la population demeure particulièrement sceptique à l'égard de tout accord avec la Russie : les soldats. Selon un sondage récent, seuls 18 % des vétérans et des militaires d'active estiment que l'Ukraine devrait chercher à mettre fin à la guerre par des négociations, soit le taux le plus bas de tous les groupes de population interrogés dans le cadre de cette enquête. 15 % des soldats et des vétérans ont déclaré qu'ils se joindraient à une manifestation armée si Kiev signait un traité de paix avec lequel ils n'étaient pas d'accord.

« En Occident, et plus particulièrement en Ukraine, la société est fatiguée de la guerre, observe le colonel Andriy Biletskiy, commandant de l'une des plus grandes brigades ukrainiennes. La période actuelle ne prête pas à l'optimisme pour l'Ukraine, mais aucune catastrophe militaire ne s'est produite. Cette guerre n'est pas perdue. »



SIPA PRESS

Selon un sondage récent, seuls 18 % des vétérans et des militaires d'active ukrainiens estiment que Kiev devrait chercher à mettre fin à la guerre par des négociations, soit le taux le plus bas de tous les groupes de population interrogés dans le cadre de l'enquête.

Dans une interview accordée au *Wall Street Journal*, le colonel Biletskiy a déclaré qu'il ne lui appartenait pas de se prononcer sur ce que serait un accord de paix acceptable, estimant qu'il s'agissait d'une question politique. Il a toutefois précisé qu'il avait décidé de s'exprimer publiquement – ce qu'il a rarement fait depuis le début de l'invasion en février 2022 – en rai-

son du changement d'humeur au sein de la population qui, selon lui, nuit à la motivation des troupes sur le front.

Cet homme de 45 ans, ancien commandant du bataillon de volontaires Azov, dont certains membres ont épousé des idéologies d'extrême droite et utilisé des symboles tels que la croix gammée, est une figure controversée.

Le colonel Biletskiy, qui se définit comme un conservateur, nie avoir eu des idées ou des affiliations nazies. Les Etats-Unis ont récemment levé l'interdiction d'apporter une aide militaire à cette unité.

En Ukraine, le colonel Biletskiy exerce également une grande influence, en particulier au sein de l'armée : ancien membre du parlement, il a fondé la 3^e brigade

d'assaut, qui compte parmi les unités les plus réputées d'Ukraine.

D'un point de vue militaire, explique-t-il, l'Ukraine n'a pas besoin de chercher à obtenir un cessez-le-feu. Bien que Kiev ait subi quelques défaites au cours de l'année écoulée, elles ont été relativement mineures, poursuit le colonel Biletskiy, ajoutant que la Russie avait encore de nombreux

problèmes à résoudre. Les troupes de Moscou sont mal entraînées, dit-il, et le manque d'officiers subalternes signifie que la plupart de ses percées – comme la prise de la ville orientale d'Avdiivka au début de l'année – s'accompagnent de pertes massives. « L'Ukraine peut reprendre le contrôle d'au moins

Lire UKRAINE en page II

Greenpeace USA menacée de faillite par un milliardaire texan

Le milliardaire des combustibles fossiles Kelcy Warren s'appête à porter un coup qui pourrait s'avérer fatal à Greenpeace.

La société de ce magnat des pipelines, Energy Transfer, a en effet engagé une action en justice sus-

ceptible d'entraîner la faillite de la branche américaine de l'organisation écologiste. Sa victoire devant le tribunal, que redoutent certains membres de l'ONG, signerait la fin d'une bataille qui dure depuis près de dix ans entre les deux parties

au sujet d'un des projets phares de M. Warren : la construction du pipeline Dakota Access.

En 2016, Greenpeace, des groupes tribaux amérindiens et des milliers d'autres activistes ont installé un camp dans un coin reculé du Dakota du Nord pour tenter de bloquer le projet. Leurs manifestations, qui se sont poursuivies pendant des mois, ont empêché la poursuite des travaux. Elles ont fait du lieu l'un des points les plus emblématiques de la lutte contre les combustibles fossiles. Les images d'affrontements parfois violents entre les manifestants et les forces de l'ordre ont fait la une des journaux dans le monde entier.

M. Warren a fini par achever la construction de l'oléoduc mais il n'a pas considéré que le combat était terminé.

Les militants écologistes, dont il a dit un jour qu'ils devraient être « retirés du patrimoine génétique », constituent en effet pour

lui une menace préoccupante pour son industrie. Encouragés par le succès de leurs manifestations contre le projet Keystone XL qui ont conduit à son abandon, les activistes ont pris pour cible des pipelines à travers tout le pays.

« Tout le monde a peur de ces groupes environnementaux et de la mauvaise image que cela peut donner si l'on se défend contre ces gens, se plaignait M. Warren lors d'une interview télévisée en 2017. Mais ce qu'ils nous ont fait est mal et ils vont payer pour cela. »

Résultat, aujourd'hui, le pugnace magnat dont la fortune est évaluée à plus de 7 milliards de dollars, se retrouve à deux doigts de porter un coup sévère à Greenpeace et au mouvement vert américain.

La plainte d'Energy Transfer allègue que plusieurs entités de Greenpeace ont suscité les manifestations contre Dakota Access,

Lire GREENPEACE en page II

Comment la Chine a percé le secret du nickel indonésien

Il y a six ans, des ingénieurs chinois se sont lancés dans une aventure périlleuse : trouver un trésor là où personne n'en voit.

Ce qu'ils visaient, ce sont les immenses quantités de minerais contenant du nickel et du cobalt qui recouvrent certaines îles reculées d'Indonésie, mais sont de si mauvaise qualité qu'on les considère quasiment comme des déchets. Trouver une solution pour les transformer, ce serait donc avoir accès à non pas un, mais deux des minéraux dont le monde a besoin pour fabriquer les batteries des véhicules électriques.

Baptisé HPAL, pour High Pressure Acid Leach, le principal procédé est connu depuis longtemps, mais reste extrêmement délicat. Des entreprises occidentales ont essayé, mais s'y sont cassé les dents. De fait, les températures extrêmes et la

pression colossale exigées par l'opération endommagent fortement les équipements, qui doivent donc être réparés par la suite. En outre, le procédé rejette de grandes quantités de déchets acides difficiles à éliminer.

Et les tentatives de solution ont débouché sur encore plus de problèmes.

Dans les années 2000, trois projets australiens ont été arrêtés : leurs propriétaires étaient à court d'argent. En Nouvelle-Calédonie, des sociétés minières occidentales ont investi des milliards de dollars dans un site qui n'a jamais fonctionné et a fini par être vendu.

Les caprices du procédé ont même été source de plaisanteries, comme celle à propos d'un site situé en Australie-Occidentale, qui a dû être repensé peu après sa mise en production : « pourquoi Murrin

Lire NICKEL en page II



KAEL ALFORD FOR WSJ

Kelcy Warren est à l'origine d'un procès qui pourrait porter un coup sévère aux écologistes américains.

GREENPEACE

Suite de la page 1

financé des attaques visant à endommager l'oléoduc et diffusé de fausses informations sur l'entreprise et son projet. Le procès doit avoir lieu en février devant un tribunal d'Etat du Dakota du Nord, où les deux parties s'attendent à plaider devant un jury favorable aux combustibles fossiles. Energy Transfer réclame 300 millions de dollars de dommages et intérêts, ce qui entraînerait probablement la disparition de l'organisation, d'après sa direction.

Selon Deepa Padmanabha, codirecteur exécutif par intérim de Greenpeace USA, cette action en justice constitue en effet une « menace existentielle » pour l'association.

Dans les documents de la procédure, Greenpeace affirme avoir joué un rôle limité dans les manifestations, qui, selon elle, ont été organisées par des groupes amérindiens. Elle ajoute n'avoir jamais pris part à des destructions de biens ou à des actes de violence.

Il est peu probable que ce litige affecte les activités internationales de Greenpeace. Bien que l'organe de coordination du réseau Greenpeace, situé aux Pays-Bas, soit également défendeur, Energy Transfer pourrait avoir du mal à faire appliquer une éventuelle sentence à son encontre, car il ne possède pas d'actifs aux Etats-Unis. Mais Greenpeace estime que la perte de sa filiale – et de son influence – aux Etats-Unis aurait un impact profond sur la capacité du groupe à lutter contre le changement climatique.

Les défenseurs de l'environnement craignent que la disparition de Greenpeace USA n'envoie un message dissuasif à leur mouvement. Selon Josh Galperin, professeur agrégé de droit à l'université Pace, les écologistes ont compris depuis longtemps qu'ils peuvent bloquer les pipelines en les contestant sur le terrain juridique. Aujourd'hui, certaines compagnies pétrolières et gazières se rendent

compte qu'elles peuvent avoir recours à la justice pour arrêter les activistes verts.

M. Warren a décliné une demande d'interview. « Nous soutenons le droit de tous les Américains à manifester légalement et à exprimer leurs opinions, a en revanche déclaré une porte-parole d'Energy Transfer. Toutefois, lorsque cela n'est pas fait dans le respect de nos lois, nous disposons d'un système judiciaire pour gérer cela. »

Un magnat des pipelines

Dans le monde tranquille des pipelines – une activité à faible risque basée sur le paiement de redevances – M. Warren se distingue par son style agressif. Depuis qu'il a cofondé Energy Transfer en 1996, il a racheté un concurrent après l'autre pour bâtir l'une des plus grandes sociétés d'oléoducs et de gazoducs des Etats-Unis, avec environ 200 000 kilomètres de conduites pétrolières et gazières, les actifs afférents, et une capitalisation boursière d'environ 55 milliards de dollars.

Son succès lui a permis de s'offrir un ranch de 46,5 millions de dollars dans le Colorado, une maison ressemblant à un château à Dallas et une île privée au Honduras où les visiteurs peuvent faire de la tyrolienne au-dessus d'un lagon et des requins qui y vivent.

M. Warren s'est également imposé comme l'un des principaux soutiens de Donald Trump dans le secteur pétrolier. Il a coorganisé en mai une collecte de fonds à Houston pour l'ancien président, et il a contribué avec sa femme à hauteur de plus de 20 millions de dollars aux campagnes présidentielles de M. Trump depuis 2016.

Les manières affables de M. Warren donnent de lui une image contraire à l'extrême motivation dont il fait preuve en toute chose. Lorsque Marshall McCrea, actuel codirecteur général d'Energy Transfer, et lui se préparaient à courir le marathon d'Athènes en Grèce, M. Warren l'a prévenu qu'il le battrait, malgré le fait qu'il ne



SIPA PRESS

En 2016, Greenpeace, des groupes tribaux amérindiens et des milliers d'autres activistes ont installé un camp dans un coin reculé du Dakota du Nord pour tenter de bloquer le projet de construction du pipeline Dakota Access.

s'entraîne que de façon très sporadique. Le jour de la course, il a terminé devant M. McCrea.

« Il aime beaucoup les affaires parce qu'il les considère comme un jeu, explique Charlie Waters, un ancien joueur de football des Dallas Cowboys qui a travaillé dans l'entreprise de M. Warren. Il a tellement l'esprit de compétition. »

Fils d'un employé de la Sun Oil Company, M. Warren a grandi dans l'est du Texas et a pratiqué le saut à la perche au lycée. Après avoir obtenu un diplôme d'ingénieur civil à l'université du Texas à Arlington, il a trouvé un emploi dans une société de pipelines.

Après la faillite d'Enron, il a acheté des milliers de kilomètres d'oléoducs et de gazoducs. Puis le boom du schiste a vu les entreprises de forage se disputer les tubes d'acier dans lesquelles transporter leur production, ce qui a encore accru son appétit. Entre 2011 et 2014, Energy Transfer a dépensé plus de 12 milliards de dollars en acquisitions. Mais alors que sa stature grandissait

dans le secteur pétrolier, M. Warren restait encore largement inconnu du grand public.

Cela a changé au printemps 2016.

Une lutte acharnée

Cette année-là, des manifestants sont descendus dans le Dakota du Nord pour tenter de bloquer le projet Dakota Access, un oléoduc de près de 1900 kilomètres destiné à acheminer quelque 570 000 barils de brut du champ de schiste de Bakken vers l'Illinois. Selon les chefs amérindiens, cet oléoduc de 3,8 milliards de dollars menaçait des sites sacrés et présentait un risque pour l'eau potable.

Les manifestations ont été marquées par de nombreux affrontements entre les autorités et les militants. A un certain moment, les forces de l'ordre ont utilisé des canons à eau contre les manifestants par des températures glaciales. Le président Trump a finalement annulé la décision du président Obama de suspendre la construction de l'oléoduc, per-

mettant son achèvement après plusieurs années de procédures.

Selon M. Warren, Greenpeace est en grande partie responsable d'un retard de construction qui a coûté des millions de dollars à son entreprise. Energy Transfer a lancé une première procédure contre l'organisation, lui réclamant 300 millions de dollars en vertu d'une loi créée pour poursuivre la mafia et lui permettant potentiellement de réclamer le triple de ce montant. Lorsqu'un juge fédéral a rejeté cette plainte, l'entreprise en a déposé une nouvelle auprès d'un tribunal d'Etat du Dakota du Nord.

Greenpeace affirme pour sa part qu'elle n'a joué qu'un rôle de soutien dans les manifestations et que la plainte, qui prétend que l'organisation a diffusé de fausses informations sur Dakota Access, constitue une atteinte à la liberté d'expression. L'association a financé des spots radio à Dallas, où vit M. Warren, qui disent : « Nous sommes en Amérique, nous avons tous le droit de nous exprimer, mais Energy Transfer n'est pas d'accord ».

« Cela crée un précédent vraiment très dangereux, qui que vous soyez et quelles que soient vos opinions politiques », s'inquiète M. Padmanabha, de Greenpeace USA. Le montant des indemnités réclamé par Energy Transfer a attiré l'attention de démocrates de haut rang. « Le procès à 300 millions de dollars intenté par Energy Transfer contre Greenpeace montre la façon dont les mega-corporations déploient des stratégies juridiques pour faire pression sur leurs détracteurs et les écraser », dénonce le représentant démocrate du Maryland, Jamie Raskin. L'élu a présenté une proposition de loi visant à établir une procédure permettant de rejeter et de dissuader les poursuites tactiques contre la participation du public.

L'action en justice a plongé dans la tourmente Greenpeace USA. Active depuis les années 1970, l'organisation prépare des plans d'urgence en fonction de différents scénarios, incluant la possibilité d'une faillite. La direction et le conseil d'administration du groupe se sont opposés sur ce qui constituerait un accord acceptable avec Energy Transfer, selon des personnes familières de la question.

Le procès comporte aussi des risques pour M. Warren. Certains investisseurs du secteur pétrolier et gazier ont en effet exprimé des inquiétudes au sujet de cette plainte, estimant qu'elle donnait l'image d'une industrie trop vindicative et qu'elle pouvait au contraire revigorer le mouvement de protestation. Selon des proches de M. Warren, toutefois, celui-ci a l'habitude d'affronter ses concurrents et ses détracteurs et n'est pas du genre à déposer les armes. « Vous n'épuiserez pas Kelcy Warren, je peux vous le garantir, prévient Matthew Ramsey, membre du conseil d'administration d'Energy Transfer. Il se battra jusqu'au bout. »

Benoît Morenne
(Traduit à partir de la version originale en anglais par Yves Adaken)

Edited from the original

NICKEL

Suite de la page 1

Murrin s'appelle-t-il Murrin Murrin ? Parce qu'il a fallu le construire deux fois. »

Les ingénieurs chinois n'ont pas ri.

Connaissance du nickel

Dans une région forestière reculée de Papouasie-Nouvelle-Guinée, China ENFI a passé des années à traiter les bugs un par un. La première année, le site avait tout d'une catastrophe annoncée. En 2013, pour sa deuxième année, il produisait à environ 40% de ses capacités. Puis, en 2016, l'explosion d'un tuyau a provoqué la mort d'un ouvrier et 78 jours

de fermeture de l'usine, mais la maison-mère de China ENFI, une société minière publique, avait les poches bien pleines et a réussi à surmonter les inévitables obstacles des débuts, pariant sur le fait qu'avec du temps, tout finirait par fonctionner. De fait, l'année suivante, l'objectif était atteint.

« Cinq ou six ans de montée en puissance auraient été fatals à n'importe quelle entreprise occidentale, et c'est d'ailleurs pour cette raison que de nombreux projets HPAL ont changé de main... ou mis la clé sous la porte », résume Lyle Trytten, consultant spécialiste du secteur du nickel qui a travaillé comme ingénieur sur plusieurs projets HPAL à travers le monde.

L'usine de Papouasie-Nouvelle-Guinée marque un tour-

nant par rapport aux projets envisagés au début des années 2000. A l'époque, la Chine était en retard sur l'Occident en matière de connaissance du nickel et ses entreprises n'avaient que peu d'expérience de l'utilisation de l'acide dans la transformation des minerais à plus de 350 degrés. C'est à ce moment-là que China ENFI a créé une unité de recherche.

Le succès rencontré en Papouasie-Nouvelle-Guinée signifie donc que des centaines d'ingénieurs et de techniciens chinois savent désormais construire et gérer une usine HPAL qui fonctionne. Mais rien ne garantissait le même succès en Indonésie. Pour de nombreux analystes, les Chinois allaient rencontrer les mêmes obstacles et subir les mêmes ratages que les Occidentaux.

C'est finalement Lygend Resources and Technology, une entreprise privée chinoise, qui s'est lancée et a recruté China ENFI. Les travaux préparatoires ont débuté sur l'île indonésienne d'Obi en décembre 2018, avant même que le travail de conception ne soit terminé, ont confié des sources proches du dossier. Des ingénieurs chinois expérimentés ont été envoyés sur le site, où ne se trouvait pas grand-chose de plus que des douches sans eau chaude et des lits de camp.

« Les ingénieurs chinois ne voient pas le travail ni la vie de la même façon, affirme Wang Duodong, ingénieur en chef de Lygend. Pour que le travail soit

bien fait, ils sont prêts à passer beaucoup de temps dans des sites très loin de chez eux. »

Sur place, ils ont modifié le procédé quand cela s'avérait nécessaire, optant par exemple pour un type de titane moins cher que celui qui devait être utilisé au départ ou utilisant une technique permettant de réduire le niveau d'humidité du produit final pour en améliorer l'efficacité, détaille M. Duodong. Lygend s'est également mis à la recherche d'entreprises chinoises capables de produire des versions bon marché des équipements occidentaux.

A l'époque, redoutant les coûts et les dégâts potentiels sur l'environnement, les entreprises japonaises et occidentales faisaient preuve de prudence. En 2019, dans l'usine chinoise de Papouasie-Nouvelle-Guinée, un problème sur une pompe a d'ailleurs provoqué le débordement d'un réservoir contenant des boues minérales dans les eaux locales.

Pas suffisant, a priori, pour ralentir l'avancée du projet en Indonésie, qui est un partenariat entre Lygend et le minier indonésien Harita Nickel.

En 2021, les deux premières lignes de production tournaient à pleine capacité.

Pour M. Wang, Lygend n'a pas essayé de réinventer la roue : ce que l'entreprise a voulu faire, c'est concevoir une usine simple et rationnelle, avec un maximum d'automatisation pour réduire le nombre d'erreurs, en s'appuyant sur ce qui n'avait pas fonctionné dans les projets occidentaux.

« On a beaucoup appris de ces échecs, on a analysé leurs inconvénients, détaille-t-il. Et puis on a cherché des améliorations. »

Les projets chinois se sont depuis multipliés. Aujourd'hui, au moins quatre usines HPAL sont opérationnelles en Indonésie, et trois autres projets devraient l'être d'ici à la fin de l'année prochaine.

Surclasser la concurrence

Pour les sociétés minières occidentales, des prêts consentis par l'Etat à des taux imbattables à leur désintérêt total pour les questions de droit du travail et d'environnement, les entreprises chinoises profitent d'avantages indus. En Indonésie, par exemple, elles ont bâti plusieurs centrales à charbon pour alimenter leur ruée vers le nickel - augmentant au passage le recours à une énergie fossile très polluante dont le reste du monde essaie de se défaire.

De nombreux accidents mortels ont également été recensés, dont une explosion dans une fonderie de nickel située sur l'île de Sulawesi, qui a fait au moins dix-neuf morts parmi les ouvriers en décembre dernier.

Pourtant, nombreux sont les analystes et les groupes miniers occidentaux à reconnaître que les spécialistes chinois des minerais ont considérablement progressé sur le procédé HPAL et sont bons en transformation.

« Il n'y a qu'à voir la vitesse à laquelle ils ont fait avancer les projets de nickel en Indonésie

avec une technologie qui a une histoire compliquée », souligne William Adams, responsable de la recherche sur les métaux de base chez Fastmarkets, un fournisseur de données.

Le succès de la Chine a rebattu les cartes : il a fait grimper l'offre sur le marché et chuter les cours du nickel et du cobalt, assommant la concurrence occidentale. Selon Benchmark Mineral Intelligence, dans le nickel, la part de marché de la Chine ou des entreprises chinoises à l'étranger est passée de 34% en 2015 à 58% cette année.

Parallèlement, en Australie, en Nouvelle-Calédonie, au Brésil et aux Etats-Unis, des mines de cobalt et de nickel ont fermé ou sont en train de fermer parce qu'elles ne parviennent pas à concurrencer les minerais chinois low cost. En juillet, le géant minier australien BHP a déclaré qu'il suspendait ses activités liées au nickel en Australie-Occidentale devant la déferlante attendue de nickel bon marché.

Il y a quelques mois, Eramet et BASF, qui avaient signé en 2010 un contrat pour l'éventuelle construction d'un site HPAL dans l'est de l'Indonésie, ont annoncé qu'ils renonçaient au projet. « Le marché international du nickel a beaucoup évolué », a expliqué le chimiste allemand.

Jon Emont
(Traduit à partir de la version originale en anglais par Marion Issard)

Edited from the original



UILET IFANSASTI FOR WSJ

En Indonésie, les entreprises chinoises de traitement des minerais profitent d'une ruée vers le nickel.

UKRAINE

Suite de la page 1

une partie très importante des territoires, affirme le colonel Biletskiy. Stopper la guerre sur un coup de dés me paraît très dangereux. »

La semaine dernière, Vladimir Poutine s'est dit ouvert à des pourparlers de paix, mais selon des conditions que l'Ukraine a précédemment jugées inapplicables.

Au cours d'interviews, les soldats et les vétérans, dont beaucoup se battent depuis que la Russie a envahi secrètement

« *L'Ukraine peut reprendre le contrôle d'au moins une partie très importante des territoires. Stopper la guerre sur un coup de dés me paraît très dangereux* »

l'est de l'Ukraine en 2014, ont exprimé leur doute quant à la pertinence d'une pause dans le conflit. Nombre d'entre eux sont convaincus que M. Poutine en profiterait pour rééquiper l'armée russe, avant d'envahir à nouveau le pays. D'autres ont déclaré que le sacrifice de leurs camarades tombés au combat aura été vain si l'Ukraine décidait finalement de céder du territoire à la Russie.

Ivan Panchenko, un vétéran de 42 ans qui a commencé à se battre en 2014 et a été réformé l'année dernière à la suite d'une blessure sur le champ de bataille, dit qu'il s'opposerait à tout plan prévoyant la reddition de territoires ukrainiens.

« La Russie a violé des dizaines de traités internationaux au cours des trente dernières années. Un accord avec elle n'a aucune valeur, ajoute-t-il. Si nous voulons une paix durable, nous devons leur faire le plus de mal possible. »

Bien que les sondages montrent que la population reste peu convaincue par un accord avec M. Poutine, de nombreuses personnes – en particulier les plus jeunes – sont prêtes à accepter une paix imparfaite pour mettre un terme à la guerre.

Alla Pronina, institutrice de 33 ans dans la ville de Zaporijia, dans le sud-est du pays, explique qu'elle a commencé à reconsidérer la question de possibles négociations après la contre-offensive de l'année dernière. A présent que son mari est parti au combat, elle est prête à l'idée de renoncer à tout le territoire actuellement occupé par la Russie en échange d'un accord de paix.

« A quoi cette guerre peut-elle nous mener ? », s'interroge-t-elle.

De telles prises de position restent officiellement taboues. Après qu'un missile russe a frappé un hôpital pour enfants à Kiev le mois dernier, Nastya Umka, une blogueuse populaire qui vit dans la capitale ukrainienne, a posté à ses quelque 600 000 followers sur Instagram qu'il n'était pas nécessaire de restaurer les frontières de l'Ukraine de 1991 et a reproché aux responsables politiques de faire s'éterniser le conflit. « Les gens veulent la paix », a-t-elle écrit. Peu après, Mme Umka a déclaré que l'agence ukrainienne de renseignement intérieur, le SBU, l'avait convoquée pour s'entretenir avec elle. Mme Umka a refusé de raconter ce qui s'est passé.

Volodymyr Dubovyk, directeur du Centre d'études internationales d'Odessa, en Ukraine, estime toutefois que l'évolution de l'opinion publique offre à M. Zelensky la possibilité de conclure une sorte d'accord.

« Le fait même que les gens semblent plus disposés à négocier



SIPA PRESS

Les jeunes Ukrainiens sont les plus enclins à accepter une paix imparfaite avec la Russie.

cier avec la Russie est un grand changement », souligne M. Dubovyk. Il ajoute cependant que tout cessez-le-feu s'accompagne d'un risque politique important : « Beaucoup d'Ukrainiens le considéreraient probablement comme un mauvais accord ».

Mais la poursuite de la guerre pose également des problèmes politiques à M. Zelensky.

Les brigades ukrainiennes sur le front oriental manquent cruellement d'hommes et d'armes. Le maintien du soutien des Etats-Unis pourrait dépendre des résultats de la présidentielle de novembre.

Au début de l'année, le gouvernement ukrainien a abaissé l'âge de la conscription de 27 à 25 ans afin de remédier à la pénurie d'hommes. Or, selon les commandants militaires, beaucoup de ceux qui sont enrôlés sont plus âgés, moins en forme et moins motivés que ceux qui se sont portés volontaires au début de la guerre.

Un soldat de 37 ans qui combat dans l'est du pays raconte que des hommes qui venaient d'arriver dans son unité en provenance d'un camp d'entraînement ont été déployés dans les tranchées le lendemain. Selon lui, ils s'exposaient à de lourdes pertes en raison de leur manque d'expérience. « Nous suivons toujours les instructions de l'ère soviétique sur le terrain d'entraînement ; nous ne prêtons pas attention aux choses dont vous avez vraiment besoin en temps de guerre, comme la formation médico-militaire », déplore-t-il.

De nombreux soldats engagés dans l'est du pays affirment qu'un fossé s'est creusé entre ceux qui combattent et ceux qui vivent dans les grandes villes du pays, lesquels n'accordent que peu d'attention à la guerre, comme dans les années 2016 à 2022, lorsque la ligne de front était presque gelée. A Dnipro, à quelques heures du

front de l'est, les bars sont remplis de jeunes hommes sirotant des cafés ou des bières, comme si le conflit n'existait pas.

« Je ne comprends pas pourquoi la population fait comme si de rien n'était », regrette un gradé de 45 ans qui se bat dans l'est du pays. « Le gouvernement a créé des circonstances dans lesquelles ceux qui sont vraiment motivés n'accepteront pas d'accords qui entraînent la cession de territoires. Ce sont pourtant ceux qui ne se battent pas qui prendront les décisions. C'est très difficile à vivre. »

Le colonel Biletskiy estime tout naturel que ceux qui ne sont pas mobilisés vivent normalement. « Nous ne pouvons pas habiller en treillis une nation de 37 millions d'habitants et les envoyer au front, poursuit-il. Nous ne pouvons empêcher la vie de continuer. »

Il estime néanmoins que de nombreux problèmes de l'armée

ukrainienne pourraient être résolus en améliorant la formation des nouvelles recrues. Sa propre brigade, dit-il, ne connaît pas de problèmes de pénurie d'hommes, car elle est connue comme une unité dans laquelle les troupes reçoivent une formation adéquate avant d'être envoyées dans les tranchées.

« Quand quelqu'un est mal formé – quand il ne sait pas ce qui va se passer au cours de la guerre, comment il va accomplir sa tâche, sauver sa peau ou celle de son compagnon d'armes – alors, il a peur, et c'est compréhensible », déclare le colonel Biletskiy. « Un soldat entraîné a beaucoup moins peur. »

Dustin Volz

Isabel Coles

et Ievgeniia Sivorka

ont contribué à cet article

(Traduit à partir de la

version originale en anglais

par Grégoire Arnould)

Edited from the original

En Corée Sud, les poussettes pour chiens font un tabac

SEOUL — Après avoir poussé une poussette jusqu'à un parc près de chez elle, dans la banlieue de Séoul, Kang Seung-min s'est affalée sur un banc. C'est alors qu'une femme âgée s'est approchée, dans le but apparent de discuter amicalement avec elle de la maternité.

« Je ne suis même pas encore mariée », a répondu Mme Kang, âgée de 24 ans.

Interloquée, la femme s'est penchée sur la poussette pour jeter un coup d'œil au petit passager. C'était un caniche marron baptisé Coco. Elle est repartie en implorant Mme Kang de fonder une famille. « Je ne veux pas me marier, a répondu celle-ci. Je préfère dépenser de l'argent pour mon chien. »

Dans le monde entier, y compris aux Etats-Unis, on entend le

même discours sur le manque d'enfants et la réticence à avoir une progéniture. Mais c'est peut-être en Corée du Sud, où le taux de natalité est le plus bas de tous les pays riches, que les récriminations sont les plus vives. Et ce d'autant plus que le pays du matin calme se distingue par une autre statistique : l'explosion des ventes de poussettes pour chiens, qui ont dépassé celles des poussettes pour bébés pour la première fois l'an dernier, selon Gmarket, l'un des plus grands sites de commerce en ligne de Corée du Sud. Une tendance confirmée au cours des six premiers mois de cette année.

Ils sont tellement omniprésents qu'une chaîne nationale a diffusé en janvier une émission intitulée : « Suis-je le seul à être agacé par cela ? Un débat houleux

sur les poussettes pour chiens. » Dans de nombreuses économies avancées, y compris aux Etats-Unis, les adultes traitent leurs animaux de compagnie comme des enfants gâtés, leur offrant des fêtes d'anniversaire luxueuses, des maillots décorés en guise de niche, des voyages en avion privé et des promenades dans des poussettes faites spécialement pour eux.

Mais les parents d'animaux de compagnie font hurler les autorités sud-coréennes.

« Urgence démographique nationale »

Le pays est confronté à un taux de fécondité national de 0,72, soit à peine un tiers de ce qui est nécessaire pour maintenir la population à son niveau actuel. L'année dernière, lors d'une table ronde sur la jeunesse, Kim Moon-soo, l'actuel ministre du Travail, a réprimandé les jeunes participants : « Ce qui m'inquiète, c'est que les jeunes ne s'aiment pas les uns les autres, a-t-il déploré. Au lieu de cela, ils aiment leurs chiens et les promènent partout, ils ne se marient pas et n'ont pas d'enfants. »

Lors d'une récente conférence de presse, des membres d'un parti minoritaire de gauche se sont élevés contre les propos de M. Kim. Ils ont expliqué qu'il devrait tenir compte des conditions de travail difficiles et des bas salaires avant d'accuser les propriétaires d'animaux de

compagnie d'être à l'origine de la faible natalité.

Selon un récent sondage local, une Sud-Coréenne sur deux âgée de 20 à 49 ans déclare ne pas avoir l'intention d'avoir des enfants, ne jugeant pas cela essentiel et invoquant des contraintes financières. Alors que les lieux accueillant les animaux de compagnie prolifèrent dans tout le pays, des restaurants et des cafés se déclarent « zones interdites aux enfants », en invoquant des comportements perturbateurs.

L'appel du gouvernement aux jeunes générations pour qu'elles choisissent les enfants plutôt que les animaux de compagnie se heurte toutefois à un petit hic : le président sud-coréen Yoon Suk Yeol est marié sans enfant et possède lui-même une ménagerie d'au moins dix chiens et chats.

« Désolé, cette nourriture n'est que pour papa », peut-on lire ainsi sur l'un de ses posts Instagram. On y voit deux bichons frisés qui le regardent fixement alors qu'il mange un sandwich.

En juin, pourtant, M. Yoon a déclaré une « urgence démographique nationale » en raison du faible taux de natalité en Corée du Sud. Il a appelé les ministères du gouvernement à remédier à l'effondrement des taux de natalité afin d'éviter une « crise existentielle ».

Kim Bora, une conceptrice de sites web indépendante de 32 ans, n'envisage pas encore d'avoir des enfants. Elle trouve la Corée

du Sud beaucoup trop marquée par l'esprit de compétition et trop coûteuse pour élever des enfants. Au lieu de cela, elle accorde tout son amour à un bichon frisé baptisé Salgu, soit abricot, en coréen. Elle a équipé et décoré sa poussette pour chien qui peut également se transformer en siège auto. Salgu peut s'y prélasser avec une presse chauffante en hiver et un pack de glace en été.

« Si j'avais un enfant, remarque Mme Kim, je ne pourrais pas m'occuper de Salgu autant que je le fais maintenant. »

Alors que le nombre de naissances diminue, la population canine enregistrée en Corée du Sud a atteint un niveau record lors d'un recensement l'année dernière, après avoir plus que doublé depuis 2018.

Un boom des poussettes pour chiens

Les ventes de poussettes pour chiens ont quadruplé depuis 2019, selon Yoon Hyun-shin, directeur de Pet Friends, la plus grande plateforme de commerce en ligne pour animaux de compagnie de Corée du Sud. La marque Airbuggy est saluée comme la « Mercedes-Benz » de ces poussettes. Son modèle automne-hiver « Grey Tweed », édition spéciale, coûte environ 1100 dollars. Elle arbore un tissu écossais et des pneus tout-terrain.

L'entreprise est à l'origine un fabricant de poussettes pour

bébés, mais la division coréenne d'Airbuggy s'est tournée ces dernières années vers les poussettes pour chiens. « Vous pouvez mettre votre chien ou votre bébé dans nos poussettes, explique Park Soon-jae, directeur d'Airbuggy Korea. Mais ici, le marché demande des poussettes pour animaux de compagnie. »

Les poussettes transportant des chiens, généralement petits et en bonne santé, font partie du paysage quotidien de la Corée du Sud. On les rencontre dans les grands magasins, les restaurants, sur les trottoirs ou dans les zones de loisirs.

Elles encombrant les chemins du Séoul Forest Park (qui est plus grand que Central Park à New York), ce qui déconcerte Lee Sung-kyu, 62 ans, responsable des installations. « Ces poussettes devraient transporter des bébés », estime-t-il.

C'est pourquoi M. Lee a ressenti une certaine consternation lorsque sa propre fille adulte s'est offert une folie en achetant une poussette pour chien coûtant environ 225 dollars.

« Mais le chien ne veut pas monter à l'intérieur, observe M. Lee en souriant. Il n'arrête pas de sauter en dehors. »

Dasl Yoon et Soobin Kim

(Traduit à partir de la

version originale en anglais

par Yves Adaken)

Edited from the original



SOOBIN KIM FOR WSJ

En Corée du Sud, les ventes de poussettes pour chiens ont dépassé celles pour bébés.



Ressources humaines : L'engagement, mode d'emploi

CONFÉRENCE EN PRÉSENTIEL

Jeudi 19 septembre 2024

De 9h à 10h30, Paris 8^e

Découvrir
le programme
et s'inscrire



Informations et inscriptions gratuites : www.lopinion.fr/evenements

En partenariat avec :

